



Cercle Henri Barbusse
de culture ouvrière et populaire
rassemblementcommuniste.fr

DECEMBRE 2019



70 ANS APRES SA REVOLUTION

COMPRENDRE LA CHINE
POPULAIRE, LE SOCIALISME CHINOIS,
LA RELATION DE LA CHINE AU MONDE

LA CHINE EST-ELLE CAPITALISTE, IMPÉRIALISTE ET DESTRUCTRICE DE L'ENVIRONNEMENT ? LA « LONGUE MARCHÉ » POUR LA CONQUÊTE DU POUVOIR DES OUVRIERS, PAYSANS, INTELLECTUELS ET BOURGEOIS PATRIOTES CONTINUE-T-ELLE SUR LE CHEMIN DU SOCIALISME ?

Edito

Rapport du camarade He Degang à l'occasion de la conférence.

Représentant de l'Ambassade de Chine en France

La Chine est-elle impérialiste en Afrique?

Saïd Bouamama, du Cercle Henri Barbusse

L'énigme de la croissance chinoise.

Remy Herrera, auteur de « La Chine est-elle capitaliste? »

Démocratie, Paix, Ecologie: La Chine en question.

Marc Vandepitte, militant du collectif belge Investig'Action

Annexe: Coronavirus en Chine: Comment le capitalisme inhumain se réjouit du malheur des autres.

Rassemblement Communiste

L'ambassadeur du Chine en France remet les points sur les « i » contre le racisme et l'anticommunisme.

Lu Shaye (Source Legrandsoir)



En 1949, après un siècle désastreux de colonisations, d'humiliations, de guerres civiles et de famines, la révolution chinoise sous la direction du Parti Communiste replace son pays millénaire sur la carte du monde. Tout un peuple retrouve sa dignité.

En seulement 70 ans de révolution, de réformes et d'ouverture, le peuple chinois a accompli ce qui pour le capitalisme est impossible, la sortie de plus d'un milliard d'êtres humains de la grande pauvreté, la construction d'une économie nécessaire à une société de moyenne aisance.

Pour la première fois dans l'histoire récente, un pays pauvre et sous-développé au départ, s'est hissé en un rien de temps au rang de superpuissance économique dotée d'un grand impact sur les événements mondiaux. Comment cela fut-il possible, et qu'est-ce que cela signifie pour le reste du monde ?

La brochure que vous allez lire compile les textes présentés lors de la célébration du 102^{ème} anniversaire de la Révolution d'Octobre 1917 et du 70^{ème} anniversaire de la Révolution chinoise de 1949.

La Chine est-elle capitaliste, impérialiste et destructrice de l'environnement ?

La « longue marche » pour la conquête de l'unité territoriale nationale, l'indépendance nationale et la conquête du pouvoir ouvriers, paysans, intellectuels et bourgeois patriotes continue-t-elle sur le chemin du socialisme ?

Le développement fulgurant de la Chine en passe de devenir la première puissance économique du monde résulte-t-elle de la seule « ouverture » ou plonge t-elle ses origines dans la révolution et le processus d'édification du socialisme ?

Quelles différences entre les systèmes politiques

entre la Chine et l'Occident, lequel est plutôt démocratique ?

Peut-on parler « d'impérialisme » dans la relation de la Chine aux autres pays, quelle différence avec l'occident impérialiste ? Y-a-t-il une nouvelle « colonisation » chinoise en Afrique ?

Comment est traitée la question des rapports entre les 56 nationalités de la Chine ?

Que fait la Chine pour la paix et l'environnement ?

Telles sont les questions qui furent abordées nos conférenciers et le public pour lever un coin de voile (à continuer à approfondir) sur le « mystère » chinois ou ce que les bourgeoisies impérialistes désignent de plus en plus « le péril jaune ».

Bonne lecture!



Rapport du camarade He Degang, représentant de l'Ambassade de Chine en France à l'occasion de la conférence débat organisée par le Cercle Barbusse



Cher amis du Cercle Henri Barbusse, Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux d'être à Lille pour faire la connaissance des amis du Cercle Henri Barbusse et échanger avec vous. Merci pour votre chaleureuse invitation. Cette année marque le 70ème anniversaire de la fondation de la République Populaire de Chine. Je voudrais profiter de cette occasion pour partager avec vous nos points de vues sur le développement de la Chine au cours de ces 70 ans.

70 ans de développement de la Chine

70 ans, ce n'est qu'un court instant dans l'histoire de l'humanité. Mais le peuple chinois et la nation chinoise ont vu des changements spectaculaires se produire pendant les 70 ans écoulés. Sous la direction du Parti communiste chinois (PCC), le peuple chinois a accompli un véritable miracle dans l'histoire du développement de l'humanité. La Chine est en voie d'accomplir un grand bond, passant d'une nation qui s'est relevée à une nation riche, puis à une nation puissante, et voit s'ouvrir désormais de belles perspectives de grand renouveau. Je vous donne quelques exemples:

Premièrement, augmentation considérable des forces économiques et de la puissance nationale générale

Entre 1979 et 2018, l'économie chinoise a maintenue une croissance annuelle moyenne de 9.4%, largement supérieure au niveau mondial. En 2018, le PIB chinois a dépassé la barre de 90 000 milliards de yuans, pour se trouver au deuxième rang mondial pendant dix années consécutives, soit 175 fois de plus que celui de 1952. Le revenu national brut (RNB) par habitant a surpassé le niveau moyen des pays à revenu intermédiaire pour atteindre 9732 dollars.

En seulement 70 ans, la Chine est parvenu à un niveau d'industrialisation comparable à celui atteint par l'Occident en plusieurs siècles. En accélérant sa transition d'un vieux pays agricole vers une nation industrielle moderne, la Chine a fait des progrès réguliers pour se trouver parmi les pays les plus innovants. La Chine possède des filières industrielles les plus complètes au monde, et est désormais la première puissance industrielle avec une valeur ajoutée de l'industrie manufacturière en première place dans le monde depuis 2010.

La Chine a construit et modernisé le plus grand nombre d'infrastructures, et ses lignes ferroviaires à grande vitesse représentent deux tiers des lignes existantes dans le monde. Une succession de prouesses scientifiques et

technologiques majeures ont été réalisées dans les vols spatiaux habités, l'exploration de la lune et des fosses océaniques. Nous sommes mondialement en pointe pour ce qui est des supercalculateurs, des communications quantiques, de la 5G, des technologies de l'information et de leurs applications.

La Chine est également N°1 mondial pour le commerce de marchandises, avec un volume d'exportation et d'importation de 4600 milliards dollars en 2018, soit 223 fois de plus qu'en 1978. A la fin de 2018, les réserves de devises chinoises s'est élevé à 3073 milliards dollars, classé premier au monde pendant 13 années consécutives (en 1952, ce chiffre était 108 millions). Toujours en 2018, la Chine a attiré 135 milliards de dollars des investissements étrangers directs non financiers, soit 146 fois plus qu'en 1983, devenant ainsi pendant deux années consécutives la deuxième destination mondiale pour les investissements étrangers.

Deuxièmement ; améliorations remarquables du niveau de vie du peuple

En 70 ans, le revenu national moyen par habitant est passé de 119 yuans RMB aux alentours de 1949 à 64 644 yuans en 2018, soit une augmentation de plus de 540 fois. Plus de 400 millions de personnes se classent dans la catégorie des revenus intermédiaires. Le peuple chinois a fait ses adieux à la pénurie de produits de base et accompli un saut historique de la pauvreté à la satisfaction des besoins fondamentaux, et puis à l'aisance moyenne globale.

Sur la sécurité sociale, à la fin de 2018, l'assurance pension de base a couvert plus de 900 millions de personnes et l'assurance maladie, plus de 1,3 milliard de personnes, soit quasiment universelle. L'espérance de vie des résidents est passée de 35 ans au début de la Chine Nouvelle à 77 ans en 2018. En la même période, le taux de mortalité infantile est passé de 200‰ à 6,1‰.

Troisièmement ; renforcement sans précédent du statut international

Ces 70 années de la Chine nouvelle ont également été 7 décennies de développement et de progrès communs pour la Chine et le reste du monde. La Chine, fidèle à sa politique étrangère d'indépendance et de paix, a poursuivi une voie de développement pacifique et œuvré à développer des relations d'amitié et de coopération avec les autres pays sur la base des *Cinq Principes de la coexistence pacifique*, apportant une contribution majeure à la construction d'une communauté de destin pour l'humanité et à la paix et au développement du monde.

Avec la montée de sa puissance globale, la Chine est devenue un joueur de plus en plus influent sur la scène internationale. Parmi les membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies, la Chine fournit le plus gros contingent aux opérations onusiennes de maintien de la paix. La Chine est aujourd'hui un acteur important en matière de coopération internationale pour le développement et joue un rôle de premier plan dans la lutte contre le changement climatique. A travers des concepts et idées qu'elle préconise et pratique, tels que la construction de nouvelles relations internationales et de la communauté de destin pour l'humanité, ainsi que la coopération internationale « La Ceinture et la Route », la Chine contribue par sa sagesse à la sauvegarde de la paix et la promotion du développement dans le monde.

Cependant, en parlant des accomplissements historiques, nous sommes pleinement conscients que la Chine reste un pays en développement. Son œuvre de réforme et de développement intérieur est ardue, de nombreux problèmes restent à résoudre: le déséquilibre et l'insuffisance du développement, l'insuffisance de la qualité et de l'efficacité de la croissance, la faiblesse de la capacité d'innovation, les déficits sur la protection de l'environnement et de l'écologie, et les maillons faibles en terme des bien-être du peuple, etc. Par ailleurs, dans un contexte international complexe et changeant, les défis et périls extérieurs sont encore plus sévères.

Le Socialisme à la chinoise

Au cours des 70 ans écoulés, la Chine a parvenu à passer d'un pays qui se situait naguère en bas de l'échelle au rang de deuxième économie mondiale. Alors, beaucoup se demandent : mais comment la Chine a-t-elle fait ?

Evidemment, la modernisation d'un grand pays comme la Chine est un phénomène inédit dans l'histoire de l'humanité. Il n'était pas envisageable de copier les recettes de développement de tel ou tel autre pays. La Chine se devait donc de suivre sa propre voie.

La raison fondamentale du succès prodigieux est que, sous la direction du PCC, la Chine a trouvé une voie de développement, convenant à sa réalité propre, conforme aux tendances de l'époque et soutenue par le peuple: celle du *socialisme à la chinoise*. C'est grâce au socialisme à la chinoise et à la direction du PCC que la Chine a réussi à saisir les opportunités qu'offrait la mondialisation économique et à libérer les énergies et le potentiel créatif de ses citoyens.

- La gouvernance chinoise s'appuie sur un système de coopération multipartite et de consultation politique sous la direction du PCC. On y pratique le centralisme démocratique. C'est la recette qui a permis à un pays de 1,4 milliards d'habitants, composé de 56 minorités ethniques, de vivre dans la cohésion, l'unité et la stabilité depuis si longtemps, tout en fédérant les intelligences et les forces de l'ensemble de la nation.

- En plaçant l'homme au centre de notre gouvernance, nous avons fait des aspirations de la population à une vie meilleure, un objectif de conquête. Nous nous efforçons

pour que le peuple puisse partager les acquis économiques, politiques, culturels, sociaux, écologiques et autres, et avoir le sentiment plus fort de satisfaction, de bonheur et de sécurité.

Entre 1978 et 2018, plus 800 millions Chinois sont sortis de la pauvreté, soit plus de 70% du total mondial émancipé pendant cette période. Avec un taux de pauvreté réduit de 97.5% à 1.7%, les zones rurales de la Chine sont passées de la pauvreté générale à l'élimination globale de la pauvreté absolue. Actuellement, la Chine est en train de mener la bataille décisive contre la pauvreté, avec pour objectif que d'ici 2020, toutes les populations rurales démunies et tous les districts pauvres, définis selon les critères chinois en vigueur (avec un revenu familial annuel par habitant de 2300 yuans RMB), sortent de la pauvreté. Le problème de la pauvreté absolue qui hante la nation chinoise depuis des siècles sera bientôt définitivement réglé.

- La socialisme à la chinoise combine les avantages que procurent la vitalité des forces du marché, et la concentration du pouvoir socialiste indispensable aux grandes réalisations. Le tout organisé autour d'une planification stratégique exécutée avec efficacité. Par exemple, entre 2016-2018, pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat, la Chine a réduit sa capacité de production d'acier de plus de 150 millions de tonnes et de ciment de 190 millions de tonnes. Elle a réduit ses émissions de CO₂ par unité de PIB de 46% par rapport en 2005.

- Nous insistons à l'esprit de réforme et d'innovation, et à la cohésion entre l'indépendance et l'ouverture. Depuis son 18^e Congrès national, le PCC a mené des réformes approfondies avec une détermination et une force sans précédentes. Il a élaboré plus de 400 documents clés sur la réforme et présenté plus de 1 900 propositions de réforme, qui ont donné au parti et au pays une vitalité forte. Lors de la 4^e session plénière du 19^e Comité central du PCC tenue en octobre dernier, un grand nombre de mesures importantes visant à approfondir la réforme et à élargir l'ouverture ont été décidées. Récemment, dans son discours d'inauguration à la 2^{ème} Exposition internationale des importations de Chine, le président Xi Jinping a décrit dans le détail les grandes mesures à cet égard: poursuivre l'ouverture du marché chinois, perfectionner l'écosystème de l'ouverture, améliorer l'environnement des affaires, les coopérations bilatérales et multilatérales et poursuivre la construction en commun de « La Ceinture et la Route ». Sur un nouveau point de départ historique, la porte de la Chine s'ouvrira toujours plus grande.

Relations entre la Chine et le monde

Actuellement, le peuple chinois travaille activement à la réalisation des objectifs des deux centenaires: à l'occasion du centenaire de la fondation du PCC en 2021, parachever l'édification intégrale de la société de moyenne aisance ; à l'occasion du centenaire de la fondation de la République populaire de Chine en 2049, faire de la Chine un grand pays socialiste beau, moderne, prospère, démocratique, harmonieux et hautement civilisé, et la place au niveau des pays moyennement développés.

Le développement de la Chine s'accompagne aussi de son lot de théories sur la « menace chinoise ». On entend dire : « Maintenant que le lion de l'Orient s'est réveillé, le monde va trembler ». D'autres redoutent que la Chine exporte son modèle et la qualifient de « rival systémique ». C'est se tromper lourdement sur la stratégie de la Chine. Le président Xi Jinping a déclaré à Paris, lors de la commémoration du Cinquantenaire des relations diplomatiques sino-françaises en 2014, que le lion chinois s'était certes réveillé, mais qu'il était pacifique, sympathique et civilisé.

En effet, depuis les 70 ans qu'existe la Chine Nouvelle, jamais nous n'avons

été une menace contre qui que ce soit. Bien au contraire, la Chine constitue toujours une force positive et importante au service de la paix et de la stabilité mondiales.

Par ailleurs, la Chine est et sera la principale source du développement de la planète: entre 2013 et 2018, notre contribution à la croissance mondiale a dépassé 28%. D'ici les 15 prochaines années, la valeur des biens et des services importés par la Chine dépasseront respectivement 30 000 milliards et 10 000 milliards de dollars. D'ici 2040, le rapprochement de la Chine et des autres économies du monde devrait créer une valeur de 22 000 à 37 000 milliards de dollars, soit

entre 15% et 26% de l'économie mondiale.

C'est à souligner que le rêve du grand renouveau de la nation chinoise n'est en aucun cas un « rêve hégémonique ». L'hégémonisme ne fait pas partie de l'ADN chinois. La Chine reste le plus grand pays en développement avec un PIB par habitant ne se situant qu'au 72^{ème} rang mondial. Pour nous, le développement demeure la priorité des priorités. Nous n'avons aucun goût pour les « jeux de pouvoir » sur la scène internationale.

Malgré les réalisations brillantes, nous ne sommes pas disposés à remplacer quiconque et n'allons pas dicter unilatéralement dans le monde. Nous voudrions tout simplement rétablir la dignité et le statut de la Chine. Nous continuerons à adhérer à la tradition chinoise « d'unis dans la diversité », à nous engager sur la voie du développement pacifique au service d'une stratégie d'ouverture mutuellement avantageuse. Nous pousserons la coopération internationale dans le cadre de « La Ceinture et la Route » et partagerons avec le monde entier les opportunités de développement. Nous défendrons le multilatéralisme et mettrons l'intelligence chinoise au service de la gouvernance mondiale pour promouvoir l'établissement d'un nouveau type de relations internationales et de la communauté de destin pour l'humanité. La Chine n'abandonnera jamais ses droits et intérêts légitimes, mais ne se développera jamais non plus aux dépens des intérêts des autres pays.

Voici quelques idées que je voulais vous présenter. Je suis disposé à faire des échanges avec vous. Merci de votre attention.



**L'ASPIRATION DU PEUPLE
A UNE VIE MEILLEURE
EST LE BUT DE NOTRE LUTTE !**

Xi Jinping



*Retrouvez les vidéos des
interventions sur notre site
Internet: Comprendre la Chine
Populaire (Cercle Henri
Barbusse, décembre 2019)*

LE CHINE EST-ELLE IMPERIALISTE EN AFRIQUE?

Saïd BOUAMAMA, du Cercle Henri Barbusse



Depuis que la République populaire de Chine est devenue le principal partenaire commercial du continent africain la thèse de l'existence d'un « impérialisme chinois » est propulsée médiatiquement aux USA et en Europe comme une évidence incontestable. L'expression « Chinafrique » figure dans de nombreux articles de presse afin d'habituer les opinions publiques à une analogie entre la « Françafrique » et les échanges sino-africains. La Chine reproduirait ainsi avec les Etats africains les pratiques néocoloniales que l'Etat français impose à ses anciennes colonies depuis les indépendances par des accords économiques inégaux, des ingérences militaires et des déstabilisations politiques diverses. La thèse d'un impérialisme chinois en Afrique est même reprise par des analystes se revendiquant de la « gauche » ou du marxisme, créant ainsi un arc consensuel allant de BFM à certains groupes se revendiquant de l'anticapitalisme et de l'anti-impérialisme. Cela n'est certes pas nouveau. Dans le passé la toute jeune Union Soviétique était l'objet dès sa naissance de la même critique d'impérialisme avec un arc consensuel aussi important. Même un Emmanuel Macron qui multiplie depuis son accession au pouvoir les interventions militaires françaises directes en Afrique en appelle à la vigilance et à la mobilisation contre « l'impérialisme chinois ».

Pour évaluer la pertinence de cette thèse il convient de revenir aux fondamentaux méthodologiques scientifiques : contextualiser historiquement, économiquement et géostratégiquement ; centrer l'analyse sur des faits et des données objectivés ; relier les discours idéologiques aux intérêts en jeu c'est-à-dire à leur base matérielle ; préciser les concepts utilisés et en premier lieu celui d'impérialisme ; etc. Sans être exhaustif, rappelons quelques-unes de ces dimensions dévoilant l'objectif réel de ce discours sur l'existence d'un impérialisme chinois.

L'incontournable contextualisation

Que ce soit sur le plan historique, économique ou géostratégique les relations entre la Chine et l'Afrique ne peuvent pas se comparer à celle que les pays capitalistes ont tissée avec le continent africain. Sur le plan historique les relations entre Pékin et l'Afrique ne sont ni nouvelles, ni marquées par le même héritage colonial que celles qui caractérisent les relations entre l'Europe et le continent africain. Au contraire la Chine a appartenu par le passé à la même périphérie, dominée par les mêmes centres impérialistes. Elle a comme les pays africains servi de base matérielle au développement industriel européen et japonais par les spoliations, occupations et pillages dont elle a été victime. Elle a participé comme eux aux luttes de décolonisation qui contraignirent le colonialisme à muter pour prendre la forme néocoloniale. La conférence de Bandung en 1955 à laquelle Pékin contribue fortement est un symbole et un accélérateur de cette première phase de

la libération nationale et sociale du continent. La solidarité afro-asiatique qui en fut le résultat contribua fortement au rapport des forces qui conduisit aux indépendances africaines de la décennie 60. Le soutien aux luttes de libération nationale du continent africain fut une des constantes de la politique étrangère chinoise dans années 60 et 70. A l'inverse plusieurs pays africains jouèrent un rôle central dans le combat pour l'adhésion de la République populaire chinoise à l'ONU alors que les puissances impérialistes continuaient de soutenir l'Etat fantoche de Taiwan. Les dirigeants politiques chinois rappelle sans cesse cette histoire commune qu'ils considèrent comme devant servir de base aux relations contemporaines et comme signe d'une communauté d'intérêts stratégiques. Bien entendu cette histoire commune ne saurait suffire pour conclure à l'inexistence d'un impérialisme chinois. La contextualisation économique est incontournable pour répondre à cette question.

Sur le plan économique la Chine reste un pays en développement. Certes le développement industriel chinois est impressionnant et la croissance qui le caractérise tout autant. Il situe la Chine au rang de deuxième économie mondiale, juste derrière les Etats-Unis. Ce développement reste néanmoins fortement inégal avec un clivage « urbain-rural » prononcé se traduisant par des inégalités de revenus entre ruraux et urbains importantes et des écarts entre les infrastructures et services publics tout aussi significatifs. Malgré leurs limites les statistiques du Fond Monétaire International classe la Chine dans les « pays en développement » à partir du critère du PIB par habitant d'après la parité du pouvoir d'achat. La Banque mondiale pour sa part classe la Chine dans les « pays à revenu moyen et élevé » dans son classement mondial en quatre catégories : « pays à faible revenu », « pays à revenu faible ou intermédiaire », « pays à revenu moyen et élevé » et « pays à revenu élevé ». Concrètement pour l'année 2017, le revenu national par habitant de la Chine atteignait 7 310 dollars, soit seulement 15 % de celui des Etats-Unis et 25 % de celui perçu en France. Si le PIB global situe la Chine au deuxième rang mondial après les USA, le PIB par habitant la classe à la 82ème place. La conclusion est similaire si on prend en compte cette fois-ci l'indice de développement humain (IDH) publié par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). La Chine y apparaît à la 86ème place en 2017, loin derrière l'Europe, les USA et le Japon. Il faut se souvenir de ces grandeurs lorsqu'on prétend comparer des situations nationales aussi différentes. Analysant les raisons poussant les médias occidentaux à taire ces données objectives l'économiste chinoise Quin Jing explique :

« De nos jours, la Chine compte encore 30 millions de pauvres, sans parler des 80 millions d'handicapés, des 200 millions de personnes âgées et des 15 millions de chômeurs »

en recherche d'emploi chaque année. Il est urgent de résoudre tous ces problèmes sociaux par le biais du développement. Cependant, les médias occidentaux, lorsqu'ils traitent de la Chine, ne rendent pas compte de ces réalités de façon objective et induisent leur auditoire en erreur. S'ils abordent le développement rapide de la Chine, c'est pour propager la « théorie de la menace chinoise » ; s'ils évoquent les défis auxquels la Chine fait face dans son développement, c'est pour insister sur la « théorie de l'effondrement de la Chine ». Dans une certaine mesure, cela confirme que la Chine est encore un pays en développement, car dans l'opinion publique internationale, le droit de parole et même le pouvoir de mise à l'agenda sont réservés aux pays développés. »

C'est ce que résume le ministre des affaires étrangères chinois Hu Jintao en 2002 pour signifier les dimensions communes entre la Chine et le continent africain : « *La Chine est le plus grand des pays en développement, et l'Afrique, le continent qui en compte le plus grand nombre.* »

L'impérialisme disait Lénine se caractérise par l'exportation des capitaux dans l'objectif de maximiser le taux de profit et ainsi de contrebalancer la baisse tendancielle du taux de profit qui caractérise le capitalisme. Il faut donc prendre en compte l'exportation des capitaux chinois en Afrique avant de conclure à l'existence d'une relation impérialiste entre la Chine et l'Afrique. En 2016 le niveau des investissements chinois en Afrique est de 2.4 milliards soit 1.2 % des IDE chinois (Investissements Directs à l'Etranger) et 0.2 % des IDE mondiaux.

A titre comparatif ces IDE pour l'ensemble du continent sont équivalents à ceux réalisés pour la seule Allemagne, et représentent 14 % de ceux réalisés aux USA et 22 % de ceux effectués dans l'Union Européenne. Ces chiffres conduisent l'économiste Thierry Pairault à la conclusion suivante : « *La Chine en Afrique : un fournisseur de marchandises et un prestataire de services plutôt qu'un investisseur.* » Autrement dit la Chine répond pour l'essentiel à des commandes africaines en échange de l'accès à des ressources énergétiques et minières. Elle construit des aéroports, des barrages, des logements, des infrastructures routières, etc., qui sont fallacieusement présentés comme des investissements par de nombreux articles des médias lourds occidentaux. La différence est pourtant de taille : Dans le cas de la prestation de service le client africain reste le décideur alors que dans celui de l'investissement le décideur est l'investisseur.

L'affirmation de l'existence d'une Chine investissant massivement en Afrique c'est-à-dire qui serait caractérisée par une exportation massive de capitaux à des fins de maximisation du profit est tout simplement mensongère. Un rapport du *Financial Times* de 2017 affirme ainsi que la Chine serait le premier investisseur en Afrique. Analysant ce rapport, l'économiste Thierry Pairault précise son inconsistance méthodologique et en particulier le fait qu'il amalgame « protocole d'accord » et « contrat », « financeur » et « investisseur », « investissement » et « prestation de services ». Le rapport du *Financial Times* servira de base à de nombreux articles à l'image du *Journal Libération* qui énonce dans son édition du 27 novembre 2017 : « *La Chine était en 2016 le premier investisseur*

étranger en Afrique avec 36,1 milliards de dollars engagés sur le continent. » Exagérer le rôle de la Chine en Afrique pour mieux la combattre, tel est l'objectif. Exagérer l'exportation de capitaux pour caractériser la Chine comme étant un pays impérialiste en est un autre. Si tel était le cas nous serions en présence du processus que Lénine a excellemment décrit comme étant l'impérialisme à savoir l'exportation de capitaux pour contrebalancer la baisse du taux de profit.

Bien sûr des entreprises chinoises insérées dans l'économie mondiale capitaliste subissent cette baisse tendancielle et tendent à y répondre par l'exportation de capital, mais cela n'est ni un trait dominant, ni un trait massif des relations économiques entre la Chine et le continent africain.

Cette exportation de capitaux est d'ailleurs essentiellement le fait des grandes entreprises de Honk Kong et de Macao (les Reds Chips comme par exemple la CITIC PACIFIC qui investit 800 millions de dollars en 2006 pour acquérir 1.5 % d'un groupe minier sud-africain).

L'affirmation d'une exportation massive des capitaux est non seulement statistiquement faux mais consiste également à amalgamer les logiques des différents types d'entreprises en Chine (groupes publics, groupes privés, groupes mixtes pour simplifier) et à sous-estimer le contrôle de l'Etat sur toutes ces entreprises par le biais pour l'étranger d'organismes d'Etats coordonnés par le ministère du Commerce (MOFCOM) en charge de la coopération économique internationale avec comme levier financier essentiel l'Export-Import Bank.

Nous ne sommes pas en présence de monopoles privés agissant sur la base de leur seul souci de maximisation du profit mais d'une stratégie d'Etat répondant à des objectifs précis : la sécurisation de l'approvisionnement en énergie et matière première en premier et principal lieu.

Nous sommes bien éloignés de la définition de Lénine : « *L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmé la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevée le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes.* » Il ne suffit donc pas pour Lénine de constater l'existence d'une exportation de capitaux pour en déduire l'existence d'un impérialisme. Il faut de surcroît que cette exportation devienne le trait dominant, ce qui est loin d'être le cas en Chine. L'exportation des capitaux dans le système impérialiste complète Lénine répond à une logique précise :

« *Tant que le capitalisme reste le capitalisme, l'excédent de capitaux est consacré, non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, car il en résulterait une diminution des profits pour les capitalistes, mais à augmenter ces profits par l'exportation de capitaux à l'étranger, dans les pays sous-développés. Les profits y sont habituellement élevés, car les capitaux y sont peu nombreux, le prix de la terre relativement bas, les salaires de même, les matières premières à bon marché.* »

Or pour la Chine nous assistons justement à une hausse du niveau de vie des masses populaires sans précédent. Un

rapport de l'Organisation Internationale du travail (OIT) souligne que le salaire moyen a augmenté de 8,2% par an entre 2008 et 2017. La hausse du salaire minimum a été l'objet d'une réforme en 2004 avec comme conséquence une hausse de 20% de ceux-ci entre 2003 et 2005. Cette réforme impose aux provinces une réévaluation du salaire minimum tous les deux ans minimum afin de rapprocher les revenus urbains et ruraux. Enfin concernant le secteur manufacturier la hausse est également importante : « Entre 2005 et 2016, le salaire horaire moyen d'un ouvrier manufacturier chinois est passé de 1,2\$ à 3,6\$, soit une hausse de 300%. »

Inserée dans l'économie capitaliste mondiale, l'économie chinoise en subie, bien entendu les contrecoups. Voici globalement comment le gouvernement chinois a réagi à la crise mondiale de 2008 :

« Le gouvernement chinois a précocement mis en œuvre un plan de relance de très grande ampleur. Des mesures en faveur de la consommation des ménages et des dépenses d'infrastructure massives (du gouvernement central et des collectivités locales) ont été rapidement engagées et financées non pas sur crédits budgétaires mais par une très forte expansion du crédit bancaire (l'encours de crédit a augmenté d'un tiers en 2009). La réponse de l'activité a été foudroyante dans tous les domaines (construction et travaux publics, investissements des entreprises, consommation des ménages, etc.). Résultat: la croissance a, en 2010, dépassé 10%. »

A plus long terme le gouvernement chinois affiche une stratégie visant à un recentrage sur le marché intérieur. La Chine « est en train de devenir moins dépendante des marchés extérieurs et de mettre l'accent sur son marché intérieur, sur l'augmentation du pouvoir d'achat de sa population, mais aussi sur une meilleure qualité de ses productions » résume l'économiste Françoise Lemoine. Nous sommes loin de la logique de la recherche du profit maximum à court terme qui caractérise l'impérialisme.

Ces différentes données (caractère de pays en développement, hausse des salaires et plus largement du niveau de vie, recentrage de l'économie vers le marché intérieur, investissement public massif dans les infrastructures et la modernisation, etc.) soulignent que la base matérielle du développement des relations économiques avec l'Afrique n'est pas la recherche du profit maximum tout azimut. Elle est ailleurs : ne pas manquer des matières-premières et sources d'énergie nécessaire à la poursuite de son développement économique. Jusqu'en 1993 la Chine a pu se contenter de ses ressources pétrolières par exemple mais ensuite les importations pétrolières ont connues une hausse exponentielle : 1.5 millions de barils en 2000, 5 millions en 2010, 11.6 millions en 2035. Or depuis la guerre meurtrière contre l'Irak, les Etats-Unis ont parachevé leur contrôle sur l'ensemble des pays du Proche-Orient à l'exception de l'Iran. L'accès au pétrole africain est donc une nécessité stratégique pour l'économie chinoise en attendant que les plans immenses de diversification énergétique enclenchés par le gouvernement chinois produisent leurs effets. « En 2005 le pétrole africain représentait déjà 25% de l'approvisionnement pétrolier de la Chine contre 15% au milieu de la décennie 1980 » résume l'économiste François Lafargue. La tendance est identique pour le gaz, le fer, le

cuivre, le cobalt, le chrome, le nickel, etc.

Du côté africain ces besoins chinois offre une opportunité inédite pour desserrer l'étau de la dépendance vis-à-vis des pays que l'économiste Samir Amin appelle la Triade impérialiste (Union Européenne, Japon, USA). Le septième sommet sino-africain de septembre 2018 résume la situation comme suit : « *Chine et Afrique : vers une communauté de destin encore plus solide via la coopération gagnant-gagnant* ». Le projet des « Nouvelles routes de la soie » concrétise cet objectif de complémentarité en dotant le continent africain d'un projet de développement des infrastructures sans précédent en échange d'une sécurisation des approvisionnements en matières-premières. Une des caractéristiques clefs de ce projet est un retour sur investissement sur le très long terme c'est-à-dire l'exact inverse de la logique du profit qui ne connaît que le court terme.

Quelques éléments de comparaisons

Sans être exhaustif, il n'est pas inutile de procéder à des comparaisons entre les relations tissées par les pays impérialistes historiques et l'Afrique d'une part et entre celle-ci et la Chine d'autre part. Commençons par la politique des prêts et de la dette. Celle-ci est un des outils clefs de la production de la dépendance à l'égard des pays de la triade impérialiste. Elle se concrétise par les fameux « plan d'ajustement structurel » conditionnant les prêts à des réformes structurelles ultralibérales depuis la décennie 80 : politique d'austérité et réduction des dépenses publiques, privatisation des entreprises publiques, ouverture complète du commerce, dévaluation de la monnaie, etc. La conséquence en a logiquement été une hausse considérable de la paupérisation dans l'ensemble des pays ayant mis en œuvre un tel plan. Les prêts chinois aux pays africains ne comportent aucune de ces conditionnalités. Le chef économiste de la COFACE (assureur crédit international), Julien Marcilly, résume comme suit cette différence : « *Dans beaucoup de pays en développement, la Chine s'est substituée aux financements d'organisations internationales comme le FMI [Fonds monétaire international] et la Banque mondiale. La conditionnalité pour ces prêts n'est pas la même. Avec le FMI, ce sont des réformes structurelles, des coupes dans les dépenses de l'Etat. La Chine, en revanche, donne l'impression qu'il y a moins de contreparties.* »

Les prêts occidentaux à l'Afrique se caractérisent, en outre, par un taux d'intérêt élevé, une échéance courte et un délai de négociation long. « *La Chine offre des prêts concessionnels sur 30 ans avec des taux d'intérêts faibles de 2,5%, et des délais de grâce de 10 ans pour rembourser. Elle peut très vite débloquer de l'argent. Les projets peuvent être signés en un an, alors qu'ils pourraient mettre 10 ans à voir le jour avec des bailleurs internationaux comme la Banque mondiale* » compare l'économiste Jean-Joseph Boillot. Ce différentiel de conditionnalité explique que la Chine soit devenue le premier créancier de l'Afrique avec un sixième des prêts accordé au continent. Quand on a en mémoire les désastres sociaux et humains de la politique de la dette du FMI, de la banque mondiale et des pays de la triade, on comprend cette progression importante des prêts chinois en Afrique présentée dans les médias occidentaux comme une des preuves de l'existence d'un

impérialisme chinois. La situation est résumée comme suit par l'économiste François Lafargue :

« L'intrusion de la Chine en Afrique offre aux pays africains un nouvel horizon. La Chine ne présente pas d'exigences politiques particulières, à la différence de la France et des Etats-Unis, et permet aux pays africains de conserver pleinement leur souveraineté. Pour entretenir des relations commerciales, la Chine demande uniquement la rupture de tout lien avec Taiwan. Mais Pékin laisse les pays africains libres de leur vote à l'Organisation des Nations unies (ONU), ne propose pas le déploiement de soldats sur leur sol et surtout s'abstient de toute leçon de démocratie à l'égard de ces gouvernements. »

Cette place nouvelle de la Chine dans les prêts au continent africain a suscité un nombre d'articles considérables dans les grands médias occidentaux et un nombre tout aussi important de déclarations politiques s'inquiétant de la dépendance de l'Afrique vis-à-vis de la Chine. Cette dernière est accusée de sur-endetter le continent pour le contrôler. En réponse à ces critiques le gouvernement chinois a répondu à la tribune des Nations-Unies en 2015 par la création d'un fond d'aide au développement et par différentes mesures concernant la dette africaine : *« Xi Jinping a annoncé le 26 septembre 2015 à la tribune de l'ONU la création d'un fonds d'aide au développement, de 2 milliards de dollars, destiné aux pays les plus pauvres de la planète. Par ailleurs, la Chine a annulé la dette des pays les moins avancés, celle des pays au développement freiné par leur enclavement, ainsi que celle des petits pays insulaires en développement, pour les prêts sans intérêts intergouvernementaux exigibles d'ici fin 2015. »* De même le sommet sino-africain de septembre 2018 a répondu à ces critiques en annonçant diverses mesures : 15 milliards de dollars de prêts sans intérêts, 5 milliards de dollars en soutien aux exportations africaines, effacement de la dette des pays les plus pauvres, etc.

Un autre mythe courant dans les grands médias occidentaux est celui de l'achat des terres africaines par des entreprises chinoises. Cette pratique appelée *Landgrabbing* attesterait du caractère impérialiste des relations de la Chine avec le continent africain. Des chiffres faramineux sont avancés. Certains articles n'hésitent pas à avancer que la Chine aurait acheté un million d'hectares sans jamais avancer de preuves. L'économiste Thierry Pairault qualifie de « mythe urbain » ces allégations : *« Cela fait partie des mythes urbains comme l'a démontré l'étude d'un de mes étudiants que j'ai publiée en 2011 et de nombreuses autres par la suite, dont celle du CIRAD ou celle de Deborah Braütigam. On prétend que la Chine a acheté un million d'hectares, c'est faux mais cette croyance perdure. Depuis 2006, la Chine déconseille d'acheter des terres en Afrique et depuis peu clôt des initiatives existantes car les exploitations sont un échec. A l'inverse, de grandes entreprises américaines, brésiliennes, arabes ont acheté des lots très supérieurs aux achats de la Chine. »* L'économiste Xavier Auregan parle lui « d'idée reçue » et de « fantasme » : *« A ce propos, les poncifs sont omniprésents et de nombreuses idées reçues et représentations se doivent d'être combattues. Les recherches menées par le CIRAD, Jean-Jacques Gabas et son équipe (2014) chez les francophones, ou par Deborah Brautigam (2009 et 2015) chez les anglophones, ont largement démontré l'inanité de*

ces fantasmes relatifs à l'accaparement des terres africaines par la Chine. »

Ce qui est avéré en revanche c'est la contribution chinoise au développement des infrastructures africaines. Jamais le continent n'a connu autant de constructions de routes, d'aéroport, de barrages, de lignes ferroviaires, etc. Celles-ci contribuent à mettre en connexion des régions et des Etats c'est-à-dire à constituer la base matérielle indispensable à un développement économique. Le mécanisme permettant cette construction inédite d'infrastructures sur le continent porte le nom de « modèle angolais », pays où il a été initié pour la première fois dans la coopération sino-africaine. Il peut se résumer comme suit :

« La grande spécificité de la Chine réside, d'une part, dans la conduite des négociations, qu'elle mène avec les Etats pour fixer les conditions de remboursement du prêt et, d'autre part, dans le règlement direct des entreprises chinoises. Les fonds ne sont pas directement prêtés aux gouvernements africains mais le gouvernement chinois mandate une entreprise publique chinoise de construction pour réaliser des projets d'infrastructure avec l'accord du gouvernement africain, en assurant souvent les études de préparation. En contrepartie de ces travaux d'infrastructure, le gouvernement africain doit s'acquitter du paiement des taux d'intérêt sur le montant du prêt lié à la construction de l'infrastructure et accorde souvent à des entreprises chinoises (privées la plupart du temps) des concessions pour l'extraction de ressources naturelles (pétrole, mines, forêts...). »

Autrement dit ce que de nombreux articles de presse occidentaux présentent comme des investissements chinois sont souvent des investissements africains financés par des fonds chinois que l'Afrique rembourse de façon échelonné par des livraisons de pétroles et autres matières premières. Si les pays africains gagnent par ce mécanisme par l'amélioration de leurs réseaux de liaison, la Chine est également gagnante par la baisse des coûts de transport des exportations africaines vers la Chine. *« L'objectif est simple : puisque les coûts de production sont à la hausse en Chine, c'est du côté des coûts de transport et de la logistique qu'il faut faire des économies, afin d'assurer des exportations rentables, au pire maintenues, au mieux en hausse. [...] La Chine a besoin des ressources énergétiques dont regorge le continent africain, et ce dernier a besoin des aides chinoises pour se développer. »* résume le géopolitologue Barthélemy Courmont. Sur le plan quantitatif un rapport du cabinet de conseil international McKinsey de juin 2017 intitulé *« Danse des lions et des dragons: comment l'Afrique et la Chine s'engagent-elles et comment évoluera le partenariat? »* précise que la Chine contribue à elle seule à la construction de plus d'infrastructures que la Banque africaine de développement (BAD), l'Union européenne (UE) la Société financière internationale (SFI), la Banque mondiale et le G8 réunis.

Le même rapport tord le cou à une autre idée répandue concernant « l'impérialisme chinois » : celle d'une absence d'impact sur l'emploi local. L'image d'entreprises chinoises amenant avec elle leur main d'œuvre n'est qu'une généralisation abusive de pratiques liées à des contrats ayant des échéances de court terme. Pour le reste précise le rapport 89 % des salariés des entreprises sondées par

l'étude sont africains, soit près de 300 000 emplois. Opérant une extrapolation à l'ensemble des entreprises chinoises présentes sur le continent, le rapport conclut sur ce point : « *A l'échelle de toutes les 10 000 entreprises chinoises en Afrique, cela suggère que les entreprises chinoises emploient plusieurs millions d'Africains* ». De surcroît, complètent les auteurs, les deux-tiers des entreprises chinoises ont mis en place des formations professionnelles pour leurs salariés et 40 % de ces entreprises ont introduit des nouvelles technologies en Afrique, etc. Résumant le bilan global, le rapport précise : « *Dans l'ensemble, nous croyons que la présence croissante de la Chine en Afrique est fortement positive pour les économies, les gouvernements et les travailleurs africains. Mais il y a des domaines qui nécessitent une amélioration.* »

Ces améliorations concernent le fait que seulement de 47 % des approvisionnements des entreprises chinoises n'est réalisé sur le marché local, que seulement 44 % des cadres de ces entreprises sont africains, que des cas de violation du droit du travail et de l'environnement sont constatés. Si ces violations sont à déplorer et à condamner, elles ne peuvent, bien entendu, pas suffire à conclure à l'existence d'un « impérialisme chinois » en Afrique. Elles donnent naissance à des contestations légitimes des populations locales que de nombreux articles des grands médias occidentaux généralisent pour attester d'une opposition populaire à la présence chinoise en Afrique.

Citant plusieurs exemples de scandales liés à des entreprises chinoises coupables d'illégalités ou de corruptions, les spécialistes de la Chine Agnès Andréy, Jean-François Marteau et Gaël Raballand soulignent qu'ils ont été sévèrement jugés par la justice chinoise. Ce fut le cas par exemple de Li Dachang condamné pour avoir détourné 12 millions de dollars dans la construction d'un barrage sur le Nil en Ouganda en 2005. Les auteurs appellent cependant à ne pas généraliser ces exemples qui ne reflètent pas la situation générale :

« *Il est caricatural de penser qu'avec un plan méthodique et des investissements d'assez faibles montants en moyenne, la Chine a pris possession des richesses africaines grâce à une poignée de prisonniers ou de quasi-esclaves, comme le laissent à penser certains articles. D'ailleurs, il est intéressant de constater qu'hormis certains commerçants ou entreprises évincées par la concurrence chinoise, dans de nombreux pays la perception de l'aide chinoise est souvent bonne au sein de la population : ainsi, en Zambie, l'un des pays où une grande partie de la classe politique conteste la présence et l'activité chinoise, l'aide chinoise apparaît comme l'une des plus bénéfiques pour le pays et bien plus efficace que celle fournie par l'Union Européenne ou le Royaume-Uni. C'est une entreprise chinoise, NFC Africa Mining, filiale de CNMC (China Non-Ferrous Metals Corp), qui est la seule compagnie minière implantée dans le pays à payer toutes les taxes édictées par le gouvernement zambien depuis 2008. La Chinafrique est donc bien plus complexe et quelques titres de journaux dans la presse européenne ou américaine ne dépeignent souvent que partiellement cette réalité.* »

Un an après l'étude McKinsey, l'assureur en crédit internationale, COFACE, publie une étude qui conclue au

même bilan positif pour les pays africains tout en soulignant les risques de dépendance liées à la concentration des exportations africaines sur les secteurs pétrolier et minier. Elle met également en exergue que cette dépendance n'est pas une fatalité mais dépend des politiques économiques de chaque pays africain. Pour certains d'entre eux la diversification est d'ores et déjà en œuvre même si elle ne concerne pas encore les biens manufacturés : « *Toutefois, malgré la dépendance accrue aux exportations vers la Chine, les évolutions récentes offrent une lueur d'espoir. Les produits agricoles (oranges sud-africaines, sésame éthiopien, arachides sénégalaises, tabac mozambicain) et le bois brut (Mozambique, Nigéria, Guinée Equatoriale, Cameroun, Ghana), qui pourraient potentiellement bénéficier du rééquilibrage du modèle de croissance chinois, commencent à s'intégrer au panier des exportations de l'Afrique vers la Chine. De plus, les IDE chinois et les prêts ont commencé à se diversifier en s'éloignant des secteurs de l'extraction et en se concentrant sur la production, les services publics et les services.* »

Dans une partie intitulée « Réfuter les mythes » les auteurs détaillent les évolutions de la dernière décennie des exportations africaine vers la Chine en mettant en exergue que les « *métaux et combustibles représentaient 53% du total des exportations subsaharienne vers l'empire du milieu [contre] ... plus de 80% en 2008* » ; que « *l'Afrique a réussi à capturer une partie du processus de création de valeur ajouté pour les matières premières [avec une] augmentation des exportations de minerai transformé* » ; que « *les exportations de produits manufacturés vers la Chine [ont connus] une augmentation moyenne de 15% par an au cours des dix dernières années [même si elles] restent anecdotiques* » ; que « *les investissements chinois ont joué un rôle important dans la promotion de la diversification de l'économie africaine* » ; que « *l'aide de la Chine à l'Afrique couvre une grande variété de domaines, tels que l'agriculture, l'éducation, les transports, l'énergie, les communications, les soins de santé* » ; que la répartition sectorielle de cette aide fait apparaître que « *les transport et les services publics (énergie et eau) se taillent la part du lion (respectivement 32% et 28%), suivis de l'exploitation minière et les communications* », etc., avant de conclure que :

« *La nature des relations sino-africaines reste déséquilibrée. Le continent dans son ensemble entretient désormais un déficit commercial avec la Chine, tandis que les niveaux de dépendance aux exportations ont augmenté, surtout en ce qui concerne le pétrole et les métaux. Cependant, malgré ce message, les dernières évolutions montrent que la relation sino-africaine pourrait passer d'un mariage de convenance déséquilibré à un partenariat basé sur une coopération "gagnant-gagnant". [...] Les initiatives existantes telles que l'initiative « One Belt One Road » (Une ceinture, une route) ont pour objectif de dynamiser la connectivité régionale et de réduire les coûts des transactions. Non seulement cette démarche peut potentiellement dynamiser les exportations vers la Chine mais elle pourrait également faciliter le commerce intra-régional et avec les régions avoisinantes au Moyen-Orient et en Europe. [...] Les pays africains ont raison d'essayer de capitaliser sur cette tendance et de tirer des enseignements de l'expérience de la Chine. Après tout, le « miracle économique de la Chine » a sorti des millions de*

personnes de la pauvreté, une situation dont la plupart des économies africaines peuvent rêver à ce stade. Toutefois, les gouvernements doivent se méfier de ne pas devenir trop dépendants du financement chinois, ou ils risquent de devenir vulnérables aux variations de la politique extérieure chinoise mais aussi à celles de sa demande. »

Conclusion

Les discours dominants dans de nombreux articles des grands médias occidentaux sur l'existence d'un impérialisme chinois ou d'une Chinafrique reflètent l'existence d'une contradiction d'intérêts entre la triade impérialiste et la Chine et non entre cette dernière et les pays africains. Les besoins de l'économie chinoise en termes de ressources énergétiques et de matières premières pour les prochaines décennies constituent la base matérielle de la politique chinoise en Afrique. C'est elle qui guide les orientations de la politique africaine de la Chine et non la recherche du profit maximum ou la nécessité de contrebalancer la baisse tendancielle du taux de profit qui caractérise l'impérialisme. Cela ne veut pas dire qu'elle n'existe pas du tout mais qu'elle n'est ni massive, ni déterminante pour caractériser la politique africaine de la Chine.

Les besoins chinois offrent une opportunité stratégique pour l'Afrique (plus largement se sont les besoins des pays émergents et non seulement ceux de la Chine) en créant un élargissement des marges de manœuvres face aux règles inégales du marché mondial. L'émergence de la Chine comme puissance économique brise en effet le face à face de dépendance entre la triade et les pays africains. Elle constitue un facteur alternatif à la présence occidentale et plus spécifiquement européenne qui depuis les indépendances est de nature spoliatrice et néocoloniale.

Les besoins africains sont pour leurs parts énormes pour réunir les conditions d'un décollage économique. En particulier le besoin en infrastructures doit être impérativement comblé pour assurer ce décollage. Nous sommes bien dans le cadre d'une situation rendant possible une situation de « gagnant-gagnant ». Le projet de Nouvelle Route de la Soie tente de synthétiser cette complémentarité en dotant l'Afrique d'une infrastructure de transport sans précédent en échange d'une stabilisation des approvisionnements chinois en matière première. Que l'opportunité historique que constituent les émergents en général et la Chine en particulier devienne réalité, cela dépend en premier lieu de l'attitude des gouvernements africains. Il leur appartient d'utiliser cette opportunité pour la mettre au service du développement de leurs pays ou au contraire de la gaspiller dans des comportements rentiers et accapareurs. Il leur appartient de transformer cette opportunité pour développer une stratégie de diversification de leurs économies pour qu'elles ne soient pas simplement et uniquement cantonnées aux matières premières. Comme le rappelle Achille Mbembé : « *Personne, à part les africains eux-mêmes, ne sauvera l'Afrique* ». Cette vérité première ne doit pas empêcher de comprendre l'opportunité inédite que constitue la convergence d'intérêts entre la Chine et l'Afrique et la formidable chance qu'elle peut constituer pour desserrer l'étau néocolonial de la triade impérialiste.

C'est dans ce cadre qu'il faut situer le développement de la campagne idéologique sur l'existence d'un impérialisme chinois. Elle ne fait que refléter la crainte des puissances impérialistes de la triade de perdre leurs pré-carrés néocoloniaux en Afrique. **Cette campagne s'inscrit dans la logique de construction d'un isolement de la Chine en tentant de la couper de l'accès aux matières premières dont elle a impérativement besoin.**



L'ÉNIGME DE LA CROISSANCE CHINOISE

Par Rémy HERRERA, auteur de « *La Chine est-elle capitaliste?* » (Ed. Critiques)



Pourquoi parler d'énigme ?

Le succès manifeste de l'économie chinoise, illustré spécialement par un très rapide taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) – en fait, le plus élevé du monde en moyenne sur les trois dernières décennies –, mais aussi par le rôle de leader qu'elle tend aujourd'hui à occuper au sein des pays du Sud, est souvent commenté dans les médias et la littérature académique. Un mystère continue cependant d'entourer ce phénomène, notamment parce que le contenu et quelquefois même la réalité des débats entre économistes chinois – pourtant très controversés et balayant le spectre politique complet allant du marxisme au néolibéralisme – ne sont pas perçus à leur juste mesure par les commentateurs occidentaux. Ces derniers sont en effet contraints de s'appuyer sur des données statistiques et des sources d'information en général élaborées par des institutions occidentales (ou multilatérales, mais toujours dominées par les puissances occidentales), traduisant des visions extérieures à la Chine. Ce prisme occidentalocentrique, idéologique par nature, est déformant – au moins autant, il faut le reconnaître, que celui prêté aux discours officiels des autorités chinoises.

Ajouté à ceci, des difficultés proviennent aussi des incertitudes que véhiculent certains termes utilisés au sujet de la Chine (comme celui d'émergence), ou certaines catégories ambiguës (comme celle des BRICS), mais aussi de l'indétermination – pour ne pas dire, confusion – accompagnant les tentatives de caractérisation du système politico-économique en cours dans ce pays. Ces difficultés, complexes on le voit, expliquent qu'hors de Chine, les opinions sur les évolutions de cette société, parfois très tranchées, sont souvent mal documentées, et peu étayées. À droite, c'est le triomphe apparent d'un capitalisme vigoureux en territoire chinois qui est célébré, même si l'on juge aberrante sa combinaison avec la « dictature communiste ». À gauche – ou disons plutôt entre marxistes –, peut-être davantage que pour tout autre thème, l'éventail des désaccords à son sujet est largement ouvert, allant de la franche désapprobation face aux criantes inégalités de richesses qu'amène ce dynamisme économique à l'espoir enfin retrouvé d'une nouvelle superpuissance susceptible de contrecarrer l'hégémonie étasunienne. La montée en puissance de la Chine intrigue, fascine, suscitant ici admiration, là inquiétude, mais pour tous, la croissance de son économie demeure au fond une énigme.

C'est dans ce contexte singulièrement flou qu'un consensus semble s'être établi en Occident au sein des institutions de l'idéologie dominante autour de certaines « évidences » sur la Chine. L'une des plus enracinées est l'idée selon laquelle la Chine aurait « émergé », et sa croissance économique « décollée », après les « réformes » dites « d'ouverture » de la fin des années 1970, c'est-à-dire en fait après la mort du

Président Mao Zedong en 1976. Le présent article entend remettre en cause ce consensus et fournir des éléments de réflexion pour démêler « l'énigme » de cette croissance chinoise – sans prétendre en dissiper, loin s'en faut, toute la complexité.

Accumulation du capital, croissance de la production et « émergence » de long terme

L'une des idées les plus répandues sur la Chine est donc qu'elle aurait « émergé » récemment. Le concept « d'émergence » – comme d'ailleurs celui de « BRICS », forgé par les *think tanks* de la finance étasunienne – laisse en effet suggérer qu'un « décollage » serait envisageable dans le cadre de la mondialisation, malgré les dysfonctionnements du système mondial capitaliste, pourtant si défavorables aux pays du Sud. Toutefois, en acceptant cette idée que l'économie chinoise aurait « émergé », ou « décollé », tout juste après – et seulement après – la disparition de Mao, on adhère par là, implicitement, à l'une des variantes de l'argumentation suivante. Premièrement, l'économie chinoise n'aurait vraiment commencé à se développer que grâce à sa « réorientation » et son « ouverture » au système mondial capitaliste adoptée sous l'influence du numéro un chinois Deng Xiaoping, à la suite du 11^e Congrès du Parti communiste chinois (PCC) en décembre 1978 – et incidemment, quelques semaines plus tard, de la reconnaissance diplomatique de la République populaire par les États-Unis en janvier 1979. Deuxièmement : il irait de soi que l'économie chinoise n'aurait fait que stagner pendant la période maoïste du socialisme – comme stagnerait en fait, pour ainsi dire par nature, toute économie socialiste. Et troisième variante de ce même raisonnement, on ajoute l'argument selon lequel la Chine se serait modernisée presque aussitôt après (par magie ?) que ses hauts dirigeants politiques aient décidé d'abandonner, si ce n'est l'étiquette de « communisme », tout au moins les institutions du socialisme, pour les orienter vers l'une des formes du système capitaliste.

Or, ce faisant, trois réalités fondamentales se trouvent du même coup occultées. La première, pourtant massive, c'est la profondeur millénaire de l'histoire. Car s'il est incontestable que la Chine a effectivement « émergé » sur la scène mondiale, ce n'est pas il y a 40 ans, comme le répète le leitmotiv absurde des médias dominants, mais, en tant que civilisation majeure – et État-nation –, il y a... plusieurs milliers d'années. Le poids de la Chine a pu atteindre un tiers du PIB mondial au début du XIX^e siècle. Et il faut garder à l'esprit que ce n'est que grâce à la victoire de la révolution maoïste en octobre 1949 qu'il a été possible de mettre fin au siècle de guerres qui avait déchiré le pays, continûment, depuis l'agression britannique de la guerre de l'Opium en

1842 et les assauts lancés par les puissances occidentales qui avaient démembré ce pays. La deuxième réalité laissée de côté est que lorsqu'en Chine, la croissance du PIB a commencé à dépasser régulièrement la barre des 10%, au cours de la décennie 1980 (contre 3% alors enregistrés aux États-Unis), l'essentiel des structures et institutions du socialisme était encore en place. Le troisième fait à remémorer ici, très souvent oublié, dans la littérature, est la vitesse relativement forte du taux de croissance du PIB chinois *avant* la mort de Mao.

Ce dernier point est suffisamment important, et délaissé, pour que nous y insistions un instant. Il est vrai que la croissance économique s'est accélérée à partir des années 1980 – au point de placer la Chine, dès cette époque, et en dépit de son niveau assez faible de revenu *per capita*, loin devant les autres pays dits « socialistes » ou à « économie historiquement planifiée » durant cette même décennie. Encore faudrait-il reconnaître que la croissance du produit matériel net (ancêtre du PIB) avait déjà été très élevée au cours des dix années qui ont précédé la décision de « réformer » l'économie pour l'ouvrir au système mondial.

Selon les données fournies par la Banque mondiale, exprimées à prix constants (base 1980) et en moyennes décennales, le taux de croissance économique de la Chine atteignait 6,8% entre 1970 et 1979 – soit plus du double de celui des États-Unis sur cette période (à 3,2%, à prix constants de 1980). Et si l'on examine maintenant les séries officielles de PIB publiées par le National Bureau of Statistics (NBA) of China dans ses *China Statistical Yearbooks*, source de qualité et fiable, depuis sa création (en 1952) jusqu'à nos jours (2015), exprimées à prix constants en base 1952 et homogénéisées pour tenir compte des ruptures statistiques qui ont marqué la transition de la comptabilité du *Material Product System* (MPS, de type soviétique) au *System of National Accounts* (SNA, « moderne »), nous observons que le taux de croissance du PIB chinois, qui était en moyenne annuelle de 8,3% entre 1952 et 2015, était, par sous-périodes, de 6,3% entre 1952 et 1978 – ce qui est fort – et de 9,9% de 1979 à 2015 – ce qui est très fort. Mais si l'on met entre parenthèses les toutes premières années de la République populaire allant de 1952 à 1962 (c'est-à-dire entre l'achèvement de l'unification du territoire continental et la période très perturbée de la rupture avec l'Union soviétique), c'est un taux de croissance annuel moyen du PIB chinois de 8,2% qui a été enregistré de 1963 à 1978 – ce qui reflète une croissance très rapide, alors que cette période comprend la Révolution culturelle.

Mais qu'en est-il au juste de l'accumulation du capital en Chine ? Cette accumulation peut être mesurée. Dans un article que les auteurs de ces lignes ont récemment publié dans la revue scientifique de référence spécialisée sur la Chine aux États-Unis (la *China Economic Review*), nous sommes parvenus à construire plusieurs séries temporelles originales de stocks de capital physique pour la Chine sur longue période (1952-2015) – pour utiliser cette nouvelle base dans d'autres recherches, mais aussi parce que, jusqu'à l'heure actuelle, les instituts chinois de statistiques n'ont toujours pas mis à la disposition du public des données officielles de stocks de capital. Nos séries, calculées par la méthode de l'inventaire permanent, peuvent être considérées comme de bonne qualité par rapport à celles qui existent dans la littérature, pour plusieurs raisons : nos

stocks initiaux sont estimés à partir d'une procédure de calcul plus rigoureuse du ratio capital-*output* que celles des autres bases ; les flux d'investissement sont strictement consistants avec le périmètre statistique des stocks ; nos efforts sont concentrés sur la construction d'indices de prix des investissements adaptés au contenu exact de ces stocks ; et les taux de dépréciation retenus sont évalués par type de biens capitaux afin de déduire un taux de dépréciation total de la structure d'ensemble du capital.

Or si nous regardons de près notre nouvelle base de données, nous constatons que les taux de croissance moyens du stock de capital que nous appelons « productif » (comprenant tous les équipements, machines, outils, installations industrielles, mais pas les bâtiments résidentiels ni la valeur de leurs terres) ont été en fait très proches sur les deux sous-périodes 1952-1978 et 1979-2015 : 9,7% pour la première et 10,9% pour la seconde. Et si nous retenons à présent un stock de capital productif élargi, incluant également les *inventories* (importants pour calculer la vitesse de rotation du capital circulant en économie marxiste), nous voyons que le rythme moyen d'accumulation de ce stock de capital large a même été légèrement plus élevé pendant la sous-période 1952-1978 (10,41%) qu'au cours de la sous-période 1979-2015 (10,39%). Et si l'on sélectionne un capital encore plus étendu, intégrant en plus les bâtiments résidentiels et leurs terres – donc des composantes non directement productives –, le taux de croissance de ce stock de capital très large était encore rapide sur la sous-période 1952-1978, en moyenne de 9,1%, contre 10,9% de 1979 à 2015.

Il est donc clair que l'effort d'accumulation de capital n'est pas un phénomène récent, mais qu'il a été décidé et planifié continûment par les autorités chinoises depuis les six décennies écoulées. Et c'est cet effort prolongé d'accumulation – permis notamment par des transferts de surplus des zones rurales – qui explique le succès de l'industrialisation et, dans une large mesure, le très fort taux de croissance du PIB.

Dépenses d'éducation et de recherche

Toutefois, d'autres facteurs ont aussi assurément dû jouer dans ce dynamisme de l'économie. Il en va ainsi, en particulier, des investissements réalisés dans l'éducation et la recherche. Comment les mesurer ? La tâche n'est pas facile, mais nous avons tenté de le faire dans un autre article publié dans une revue académique de Londres. Nous avons reconstruit en séries temporelles longues (1949-2015) des indicateurs de niveaux de ressources éducatives de la population chinoise. Car de telles séries n'existent pas non plus dans les annuaires officiels, et les séries relatives aux stocks de « capital humain » existant dans la littérature, comme celles des Penn World Tables (2013) ou de Barro et Lee (1993), présentent de sérieuses limites.

Nous avons proposé nos propres séries de stocks de formation de la population en s'efforçant d'apporter des éléments de réponses à ces insuffisances. Ainsi, nous sommes restés fidèles à la définition que le NBS donne du niveau d'éducation atteint par la population (ce qui conduit à intégrer non seulement les personnes titulaires de diplômes, mais aussi celles qui se trouvent encore à l'école, et même celles qui ont renoncé en cours d'études). Nous

avons également tenu compte des changements de durées des cycles éducatifs décidés à la suite des réformes éducatives successives, et pris en considération l'influence des campagnes d'alphabétisation et de formation des adultes. Nous avons donc déterminé des stocks de ressources éducatives, ainsi que leurs accrétions respectives – ce qui requiert de calculer les nombres moyens d'années d'études des personnes par catégorie d'éducation et les poids de ces individus dans la population.

Il ressort de nos estimations que les taux de croissance moyens du stock total de ressources éducatives chinois ont été extrêmement proches sur la sous-période 1949-1978 (de 4,19%) et la sous-période 1979-2015 (4,22%). Et si nous considérons un stock éducatif « productif », en effectuant les calculs à partir de la population active (et non totale, comme précédemment), alors les taux de croissance moyens de ce stock de ressources éducatives ont été de 5,07% de 1949 à 1978 et 3,55% de 1979 à 2015, c'est-à-dire plus élevé sur la sous-période précédant les réformes de 1978.

En conséquence, l'investissement dans le secteur de l'éducation doit aussi s'analyser comme un processus de long terme, important dès les premières années de la République populaire car visant à la massification de l'éducation – ce, parallèlement à la généralisation du système de santé publique et à l'extension des infrastructures à tout le territoire national. Il s'agit là d'un des piliers centraux de la stratégie menée par la révolution dans la longue durée, qui a décisivement contribué à la solidité et au dynamisme de l'économie actuelle.

Mais qu'en est-il des (flux de) dépenses de recherche-et-développement (R&D) ? La Chine n'a intégré le système de comptabilisation internationale des activités de R&D qu'en 1986. Cela ne signifie pas que le pays n'a commencé à investir dans la R&D qu'à partir de 1986, mais qu'avant cette date, il est impossible d'avoir accès à des données homogènes sur le sujet. Face à cette contrainte, nous avons élaboré des séries temporelles originales, cette fois pour les flux de dépenses de R&D, en remontant le plus loin possible dans le passé (1949-2015). Nous retenons toutes les masses budgétaires, issues d'entités économiques publiques (centres de recherches, universités, entreprises, etc.) ou privées, même si la proportion de la R&D qui émane de ces dernières dans les budgets totaux reste, jusqu'à présent, relativement mineure. Souvenons-nous que c'est qu'en 1984 qu'une entreprise privée a été autorisée à fonctionner en République populaire, et que la première législation relative à l'activité des diverses entités du secteur privé date de 1988. Si l'on se réfère aux annuaires du NBS, les « dépenses de R&D des entreprises industrielles de moyenne ou grande taille » s'élevaient encore à moins de 6,5% de l'ensemble des dépenses de recherche du pays au milieu des années 2000.

Et les calculs que nous avons effectués sur la base de ces séries reconstruites donnent des taux de croissance moyens des dépenses de R&D de l'ordre de +14,5% par an sur la période 1949-2015, mais il convient d'observer que le rythme moyen d'accroissement de ces dépenses de R&D a été nettement plus fort sur la sous-période 1949-1978 que sur la suivante (1979-2015). D'évidence, les niveaux technologiques des premières années et d'aujourd'hui sont différents et, en outre, le système de recherche publique a dû être édifié à partir de zéro – expliquant pour partie la croissance très rapide des dépenses de R&D des premières

années. Cependant, il faut bien comprendre que les efforts consentis par la Chine en matière de R&D sont loin d'avoir été négligeables au tout début de la révolution et qu'ils doivent eux aussi s'analyser comme une stratégie patiemment et continûment construite ayant porté ses fruits à long terme.

En d'autres termes, la Chine, dont le niveau de développement scientifique et technologique n'a plus rien à envier aux pays industrialisés capitalistes les plus avancés, n'a pas commencé à promouvoir ses activités de recherche avec son intégration récente dans la mondialisation, mais bien avant – en fait, dès la victoire de la révolution, même si la nature de ces activités s'est considérablement sophistiquée ces dernières années. En clair, ce que nous disons, c'est que la stratégie de développement de la révolution a posé les conditions du succès actuel de l'économie, et que ce succès s'inscrit dans la continuité du passé, plutôt qu'en contradiction avec lui.

Comparaisons internationales

Pour bien saisir que la dynamique et la puissance actuelles de l'économie chinoise ne sont pas de simples résultantes « naturelles » de l'ouverture à la mondialisation (et en particulier de l'adhésion à l'Organisation mondiale du Commerce en 2001), il semble important de regarder ce qu'il en est en termes de comparaisons internationales. Pour ce faire, nous utiliserons une source standard que personne ne soupçonne de favoritisme à l'égard du pouvoir communiste : le guide des *Historically Planned Economies* de la Banque mondiale. Cet annuaire, publié par P. Marer et ses coauteurs en 1992, permet de comparer avant 1991 la Chine avec une trentaine de pays socialistes (qui sont pour la plupart anciennement socialistes aujourd'hui).

Et ce que révèle la lecture de ce document, c'est à nouveau que l'économie chinoise était déjà dynamique, dans son ensemble, par rapport aux autres pays socialistes, *avant* (et autour de) la mort de Mao. Tel a été le cas, par exemple, pour le taux de croissance du secteur industriel, qui a atteint en moyenne +7,9 % par an dans la décennie 1970, soit le deuxième rang des pays à économie administrée, devant l'URSS (6,2 %) et largement devant tous les autres (sauf la Yougoslavie pour l'industrie). La vitesse de croisière de l'économie chinoise est donc atteinte longtemps avant son adhésion à l'OMC. Au cours des années 1980 en effet, alors que le pays disposait encore de la plupart des institutions socialistes, elle enregistrait de très forts taux de croissance dans *tous* les secteurs en comparaison des autres pays dits « socialistes ». Ainsi, de 1980 à 1989, déjà, la Chine se classait à la première place de ce groupe pour la croissance de l'agriculture (+6,3%), de l'industrie (+12,6%), de la construction (+12,3%) et même des services (+10,6%) ; des résultats fréquemment situés nettement devant les autres pays.

Alors qu'un peu partout dans l'académie ou dans les médias dominants, on lit et entend que le « décollage » de l'économie chinoise serait dû à l'ouverture à la mondialisation, nous pensons, pour notre part, qu'il est utile d'ajouter – ce qui est rarement le cas – qu'une telle croissance n'a été rendue possible que grâce aux efforts et réalisations accomplis sous Mao. Et ce n'est qu'à la condition de préciser que cette ouverture a été fermement et

efficacement maîtrisée par les autorités chinoises qu'elle peut être considérée comme ayant elle-même contribué plus récemment aux succès économiques du pays. C'est parce qu'elle a été soumise aux impératifs internes de satisfaction des objectifs et besoins domestiques, et pleinement intégrée au sein d'une stratégie de développement dont la cohérence est sans équivalent dans les pays du Sud, que cette ouverture a pu produire des effets positifs sur la Chine. Sans cette stratégie, qui est l'œuvre du PCC – comment l'oublier ? –, l'ouverture au système mondial capitaliste, comme en tant d'autres endroits au Sud et à l'Est, aurait inévitablement entraîné la déstructuration, voire la destruction tout court, de l'économie nationale.

En plus des progrès sociaux et de la réussite du processus d'industrialisation déjà évoqués, un élément essentiel qui a aussi contribué au développement extraordinaire de l'économie a été la réponse apportée à la question agraire. Nous voulons ici insister sur le fait que la Chine est l'un des très rares pays au monde à avoir assuré – et à continuer d'assurer –, dans la loi, l'accès à la terre pour la vaste majorité des masses paysannes. Ce fait est sans égal chez ses voisins asiatiques – à l'exception de ceux qui ont mené une réforme agraire radicale associée à une révolution socialiste, comme au Viêt-Nam. De multiples violations du droit et tentatives destinées à limiter cet accès ont été observées dans les années récentes (notamment, par le biais de cessions indues de terres publiques par des autorités locales, suivies d'expropriations de familles), mais face à ces cas abusifs, certainement nombreux, des résistances paysannes se sont dressées.

Ces faits donnent une idée de l'importance de la question agraire dans les débats internes au leadership politique chinois, comme ceux qui traversent la société actuelle dans son ensemble. On perçoit ici l'impossibilité de comprendre les évolutions profondes de ce pays sans placer la paysannerie au cœur de l'analyse. Car la contrainte majeure qui pèse sur la Chine reste celle de devoir nourrir plus de 20% de la population mondiale avec moins de 7% des terres arables de la planète. Cela correspond à un quart d'hectare de terre cultivée par habitant en Chine, contre le double en Inde (et 100 fois plus aux États-Unis). Ce défi alimentaire, immense, n'a pu être relevé que grâce à l'affirmation de l'accès à la terre pour la paysannerie, qui reste, jusqu'à présent, l'apport le plus précieux de l'héritage révolutionnaire maoïste.

Bien que les modes actuels d'organisation, de production et de distribution du secteur agricole soient totalement pénétrés par les mécanismes de marché et n'aient plus grand-chose à voir avec celles de l'époque maoïste, la propriété foncière demeure aujourd'hui encore étatique ou collective en Chine – même si ce sont des formes dégradées qui sont souvent rencontrées, avec parfois même un contrôle privé effectif sur certaines terres. Mais c'est cette persistance de la propriété publique qui est une clé permettant de distinguer la situation – et le succès – de la Chine par rapport aux autres pays ayant une taille continentale comparable et prétendument « émergents », tels que l'Inde ou le Brésil, ou des pays régionalement dominants (Afrique du Sud), pour lesquels la question agraire est loin d'avoir trouvé des conditions, même partielles, de solution.

Mise en évidence d'une succession de « crises » et vérification de la thèse du Pr. Wen

Mais, si la croissance de la Chine a été très forte durant plusieurs décennies, un tel phénomène s'est-il réalisé sans difficultés, sans à-coups ? Pour répondre, reprenons la base de données de PIB du NBS. Que constate-t-on ? D'abord, nous voyons que depuis 1952, l'évolution du PIB chinois, exprimé en niveau à prix constants, a l'allure d'une courbe exponentielle. Et si l'on raisonne en échelle logarithmique, nous observons une évolution située autour d'une tendance linéaire fortement ascendante. Mais si l'on regarde à présent cette dynamique du PIB en taux de croissance, on voit apparaître des fluctuations, même si l'amplitude tend à se réduire avec le temps, et pour quatre périodes précises, des taux de croissance négatifs. À part ces périodes, toutes les autres années enregistrent une croissance positive du PIB, plus ou moins prononcée. Ces quatre périodes à valeurs négatives sont repérables pour sept années (sur les 64 que compte l'échantillon étudié [1952-2015], soit à peine plus de 10% du temps : de 1960 à 1962 (avec respectivement -1,3%, -27,8% [pour l'année 1961, de loin le plus fort recul subi par le pays en six décennies] et -9,2%), associés au choc de la rupture des relations avec l'URSS ; puis en 1967-1968 (-4,4% et -2,9%), correspondant au début de la Révolution culturelle ; en 1976 (-2,0%), date de la mort de Mao ; et enfin en 1989 (-4,3%), au moment des événements de Tiananmen. Nous pouvons donc identifier « à l'œil nu », et dans un contexte de tendance ascendante du taux de croissance économique, quatre périodes de « crises » au sens traditionnel du terme, c'est-à-dire caractérisés par un taux de croissance négatif, donc par une diminution du PIB exprimé à prix constants (hors inflation) : 1960-1962, 1967-1968, 1976 et 1989.

Cependant, cette approche reste insuffisante pour rendre compte des difficultés traversées sur les six décennies écoulées depuis le début de la révolution. Allons ici au-delà des apparences. Pour approfondir l'analyse, et complexifier le concept de « crise », nous choisissons de recourir à des indicateurs de taux de profit pour la Chine. La méthode consistant à calculer des taux de profit est habituelle chez les marxistes pour étudier les dynamiques d'accumulation du capital caractérisant des pays capitalistes, mais pas, en général, des pays « socialistes », ou dont les autorités politiques se réclament toujours du socialisme. Or il est tout à fait possible d'utiliser des taux de profit en économie socialiste, si leur construction et leur interprétation sont bien distinguées de celles des pays capitalistes. Nous avons donc construit plusieurs indicateurs de taux de profit du secteur industriel chinois de 1952 à 2015, à partir de nos séries de stocks de capital physique précédentes. Ces indicateurs mettent en rapport, au numérateur, un profit ou surplus, correspondant à la différence entre le PIB et les rémunérations des travailleurs (directes ou indirectes) et, au dénominateur, le capital avancé, c'est-à-dire soit le capital fixe tel que nous l'avons défini, soit ce même capital auquel est ajouté un capital circulant calculé à partir d'une estimation de la vitesse de rotation du capital (grâce aux *inventories*).

On peut alors procéder, en utilisant une méthode de filtrage, à une décomposition technique du taux de profit en tendance de long terme et cycles de court terme. Deux observations peuvent être faites. La première est la mise en

évidence d'une tendance à la baisse des taux de profit chinois de 1952 à 2015, qu'elle que soit l'indicateur retenu. Si l'on effectue maintenant une décomposition économique des taux de profit, par calcul destiné cette fois à distinguer les évolutions respectives de la composition du capital, de la productivité du travail et de la part des profits, on voit que le phénomène le plus déterminant dans l'explication de la baisse du taux de profit, c'est la hausse de la composition organique du capital (soit le rapport entre les parties constante et variable du capital).



La seconde observation concerne les cycles de court terme qui rythment les évolutions de ces taux de profit. On repère une alternance régulière de fluctuations à la hausse et à la baisse, et on constate que ces variations cycliques se réduisent clairement entre les années 1950 et le début de la décennie 2000, mais que la magnitude des cycles tend sensiblement à s'accroître de nouveau en fin de période – soit depuis la fin des années 2000 et dans la période présente.

Sur l'échantillon complet (1952-2015), une succession régulière de moments de variations négatives des taux de profit peut donc être relevée. Les années de récession trouvées pour les taux de profit, marquées par des croissances des composantes cycliques des taux de profit ayant des valeurs négatives, sont observées une trentaine de fois au cours des 64 ans étudiés. Plus précisément, un signe négatif est relevé en 1952, 1957, 1960-1963, 1968, 1978-1982, 1985-1987, 1990-1991, 1998-2003, 2009 et 2012-2015. Dès lors, nous voyons que ce ne sont plus seulement quatre périodes qui sont identifiées (comme le suggérait l'étude rapide du taux de croissance du PIB précédente), mais 10 périodes à valeurs négatives, enregistrées cette fois pour le taux de la croissance des composantes cycliques des taux de profit, couvrant au total près de la moitié de l'échantillon temporel examiné.

On reconnaît, à travers ces séquences récessives, les ralentissements qui ont successivement heurté l'histoire économique de la Chine depuis la fondation de la République populaire – et que le Pr. Wen Tiejun a raison d'appeler les « dix crises ». Après les énormes difficultés auxquelles le peuple chinois a dû faire face après 1949, dues pour l'essentiel aux destructions causées par les guerres et convulsions que le pays avait traversées au cours des décennies qui avaient précédé la Révolution, nous retrouvons la trace de la récession qui débuta en 1952 – et dont le point bas a été 1957. La grave crise du début des années 1960 – la pire connue sous l'ère maoïste, perceptible surtout en 1961 – provenait des effets combinés de l'interruption de l'aide de l'URSS après la dégradation du conflit sino-soviétique, de l'échec relatif du Grand Bond en Avant et de catastrophes naturelles. L'année 1968, autre point bas, coïncide avec le durcissement de la Révolution culturelle, lancée deux ans plus tôt. Les problèmes rencontrés entre 1978 et 1982 traduisent les difficultés de la transition post-Mao et de l'implantation des réformes structurelles « d'ouverture ». La période 1985-1986 est celle,

notamment, de la mise en œuvre de la réforme fiscale de 1984 – l'un des points tournants vers l'économie de marché. Puis, au moment de la chute du bloc soviétique, une brève expérience que l'on peut qualifier de « néolibérale » a été tentée, dont le résultat fut le brusque recul de l'économie en 1990-1991, accompagné d'une explosion de la corruption. Enfin, dans un contexte de fort dynamisme du PIB chinois, les déclin des composantes cycliques des taux de profit à partir de l'année 1998 sont de plus en plus attribuables à l'impact de chocs exogènes importés, liés à la diffusion des effets de crises

régionales ou globales subis par la Chine : crise « asiatique » (1998-1999), puis crises de la « nouvelle économie » et « post-11 septembre » (2001-2003), crise « financière » dite « des subprimes » en 2008 (crise systémique du capitalisme en réalité), dont les effets ont été ressentis en Chine en deux temps : en 2009, et à nouveau, plus durablement et profondément, à partir de 2012, et jusqu'à nos jours.

Ces 10 moments de « crises » sont le plus souvent repérables, paradoxalement, alors même que la croissance du PIB atteignait simultanément des taux élevés – et parfois très élevés, comme c'est le cas, par exemple, dans des contextes différents, pour les années 1963, 1978, 1986, 1991 et 2003. En d'autres termes, dans le cas chinois, croissance ne veut pas nécessairement dire absence de difficultés et, inversement, crise ne signifie pas forcément récession du PIB. Dans un pays comme la Chine, caractérisé par de puissantes contradictions, il nous est apparu nécessaire de recourir à un concept plus large de « crise » pour rendre compte de périodes au cours desquelles des difficultés structurelles surgissaient – ce, malgré les apparences d'une forte croissance du PIB pouvant laisser croire que tout va bien.

En guise de conclusion

Nous avons voulu souligner l'importance de l'analyse de la longue période pour comprendre les moteurs profonds du développement économique de la Chine depuis plus de 60 ans : les progrès sociaux, l'industrialisation ou la réponse à la question agraire. Pour approfondir la réflexion sur les difficultés rencontrées par l'économie chinoise, par-delà la forte croissance de son PIB, nous avons proposé de passer de l'examen de cette dernière à celui des taux de profit industriels, que nous avons construit à partir de séries originales de stocks de capital physique chinois et considéré comme indicateur clé de notre raisonnement. En observant les évolutions de ces taux de profit sur plus de six décennies, nous réalisons que la trajectoire de croissance économique de la Chine, exceptionnelle par sa force comme par son échelle, n'a pas opéré sans difficultés. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de qualifier de « crises » des périodes paradoxales, caractérisées par des variations négatives des taux de profit, mais aussi par des taux de croissance du PIB positifs, parfois très élevés.

DEMOCRATIE, PAIX ET ECOLOGIE: LA CHINE EN QUESTION

Par Marc Vandepitte, du collectif belge Investig'Action



1. Les caractéristiques chinoises de la décision politique comparé avec notre système politique et le rôle du parti communiste

Démocratie: input et output

La politique occidentale se croit fréquemment supérieure et se considère comme l'unique et sacro-saint modèle. Ce qui témoigne d'un manque de compréhension historique, si on considère que presque tous les régimes fascistes du passé se sont développés dans le sein du modèle occidental de système parlementaire.

Tout observateur impartial constatera également que la démocratie occidentale sert essentiellement les intérêts de la mince tranche des 1 %; qu'elle manque aussi de vision systémique à long terme et qu'il n'y a pas non plus de politique déterminée quand il s'agit des problèmes sociaux ou écologiques. En outre ces derniers temps elle produit de plus en plus de personnages grotesques, imprévisibles voire dangereux comme Trump, Johnson, Bolsonaro ou Duterte.

Pour bien comprendre le système chinois, il est utile de le comparer à notre système et de voir les différences. Lorsqu'il s'agit de démocratie, l'Occident met l'accent sur le côté **input**, sur la question comment et par qui la décision se prend. Quelles sont les procédures pour le choix d'une direction politique, la volonté des citoyens est-elle bien représentée par les élus? Ici ce sont les *élections* qui comptent le plus.

En Chine, l'accent porte sur le côté **output**, c'est-à-dire sur les conséquences de la décision : la décision prise a-t-elle été couronnée de succès, et qui en bénéficie ? C'est le résultat qui prime, la gestion bonne et équitable est ici le critère principal. A cet égard les Chinois attachent plus d'importance à la qualité de leurs politiciens qu'aux procédures de choix de leurs dirigeants.

Caractéristiques chinoises de la décision politique

Selon Daniel Bell, expert du modèle chinois, le système politique chinois est une combinaison de méritocratie au sommet, de démocratie à la base et d'espace pour les expérimentations dans les niveaux intermédiaires.

Les dirigeants politiques sont choisis sur base de leurs mérites, et avant de parvenir au sommet ils réalisent un très lourd parcours de formation, de pratique et d'évaluation. Au niveau communal et avant les congrès provinciaux du parti il y a des élections directes. Les innovations politiques, sociales ou économiques sont d'abord testées sur une plus petite échelle (quelques

villes ou provinces), et introduites à grande échelle après évaluation et correction en profondeur.

Daniel Bell remarque que pour diriger un pays d'aussi grandes dimensions cette combinaison est la meilleure formule. En outre les autorités centrales réalisent très régulièrement des sondages d'opinion qui recherchent ce que pense la population et quels sont ses besoins, qui évaluent les prestations des autorités dans le domaine de la sécurité sociale, de la santé publique, des opportunités d'emploi et de l'environnement. La popularité des dirigeants locaux fait aussi l'objet de sondages. Sur cette base la gouvernance est adaptée ou corrigée le cas échéant.

Est que c'est un système parfait ? Bien sûr que non. Est que c'est un système qui pourrait être amélioré ? Bien sûr que oui. Mais, déjà rien que sur le plan social et économique le système chinois de prise de décision a démontré sa pertinence.

Francis Fukuyama, qui peut difficilement être suspecté de sympathies gauchistes ou chinoises, dit à ce propos : « La principale force du système politique chinois est la possibilité de prendre rapidement des décisions lourdes et complexes, et de les prendre relativement bien, du moins dans l'économie. La Chine s'adapte rapidement, prend des décisions difficiles et les exécute efficacement ».

Ainsi par exemple, en deux années seulement, la Chine a étendu le système de pensions à 240 millions de campagnards, soit beaucoup plus que le total des personnes dépendant du système des retraites US.

Le gouvernement chinois peut assurément compter sur le grand soutien de la population. Quelque 90 % disent que leur pays va dans la bonne direction. En Europe de l'ouest ce chiffre flotte entre 12 et 37% (la moyenne mondiale). (*Figure 1*)

Le parti communiste

La colonne vertébrale de ce modèle chinois est le parti communiste. Avec plus de 90 millions de membres, c'est de loin la plus grande organisation politique au monde. L'utilité voire la nécessité d'une telle colonne vertébrale est liée aux proportions gigantesques du pays.

La Chine a la taille d'un continent : elle a 17 fois la taille de la France et compte autant d'habitants que l'Europe de l'Ouest, l'Europe de l'Est, les pays arabes, la Russie et l'Asie centrale réunis.

Adapté à la situation européenne, cela signifierait que l'Egypte ou la Kirghizie devaient être dirigées depuis

Bruxelles. si on voit déjà à quel point il est difficile de maintenir une Europe de 500 millions d'habitants, vous pouvez imaginer combien il est difficile pour la Chine, avec 1,3 milliard d'habitants, où les différences entre les régions sont bien plus grandes que dans l'Europe ..

Vues les proportions, les très fortes différences entre les régions et les défis gigantesques qui attendent la Chine, une puissante force de cohésion est indispensable pour que le pays reste gérable et soit dirigé avec fermeté.

Je veux citer *The Economist*, qui, pour parler franchement, a peu de sympathie pour la Chine "Les dirigeants chinois croient que le pays ne peut rester uni sans un système de parti unique qui soit aussi solide qu'un empereur – et ils peuvent bien avoir raison ».

Comment fonctionne le parti ? Le parti recrute les personnes les plus compétentes. Le processus de sélection pour la promotion des cadres supérieurs est objective et rigoureuse. Kishore Mahbubani, grand expert de l'Asie, dit à ce sujet : « Loin d'être un système dictatorial arbitraire, le Parti Communiste Chinois a réussi à créer un système de règles solide et durable, ni fragile ni vulnérable. Plus impressionnant encore, ce système de régulation a sans doute engendré la meilleure série de dirigeants jamais produits en Chine ».

Presque trois quarts de la population déclarent se ranger derrière le système du parti unique. C'est ce que dit une étude du *Journal de Démocratie de Taiwan* :

« À long terme, notre système de gouvernement est capable de résoudre les problèmes auxquels notre pays est confronté »: 89% / « Je suis fier de notre système de gouvernement »: 89% / « Un système comme le nôtre, même s'il rencontre des problèmes, mérite l'appui de la population »: 78% / « Je préférerais vivre sous notre système de gouvernement plutôt que sous tout autre système auquel je puisse penser »: 88% / « Notre système de gouvernement fonctionne bien comme il est et n'a besoin que de changements mineurs »: 72%

De nouveau, est-ce que c'est un système idéal ? Pas du tout ? Est-ce que c'est un modèle pour nous ? Non. L'une des plus grandes erreurs de la gauche dans le passé a été de copier des systèmes politiques, en de travailler avec des modèles qu'il faut suivre. Chaque pays doit chercher, élaborer (produit en cours d'élaboration) et trouver sa propre voie, en tenant compte des conditions spécifiques et singulières et avec sa propre tradition.

Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de leçons à apprendre. Surtout pour de nombreux pays en développement, le pays est une source d'inspiration importante.

2. L'agression croissante des Etats-Unis au niveau économique, technologique et militaire. La réponse de la Chine.

Rideau de fer économique

Le grand bond en avant réalisé par la Chine sur le plan de la technologie et la croissance spectaculaire de

l'économie ont jeté des bases solides pour la construction d'une société socialiste. (Figure 2)

Ce qui n'est évidemment pas du goût de Washington. Mais il y a plus « grave » : la Chine risque de dépasser les Etats-Unis économiquement. Ces deux phénomènes nourrissent la « nouvelle Guerre froide » entre USA et Chine ainsi que la menace d'une « guerre chaude ».

Dans le cadre des discussions budgétaires pour 2019, le Congrès a déclaré que « la concurrence stratégique à long terme avec la Chine est une priorité pour les Etats-Unis ». Cela ne concerne pas seulement les aspects économiques mais bien une stratégie totale qui doit se mener sur plusieurs fronts. L'objectif est de conserver la dominance sur trois terrains : technologie, industries et armement.

Trump vise une réinitialisation complète des relations économiques entre les Etats-Unis et la Chine. La guerre commerciale latente saute aux yeux mais celle-ci n'est que la messagère d'une stratégie plus large impliquant aussi les investissements, tant chinois aux Etats-Unis qu'américains en Chine.

En premier lieu seront visés les secteurs stratégiques afin de disloquer la montée technologique de la Chine. Le développement du réseau de technologie 5G est crucial à cet égard, et ce n'est pas un hasard si Huawei, très en avance dans le développement de la technologie 5G, est tombé dans le viseur américain. (cible)

Cette guerre économique avec la Chine, Trump tente aussi de l'étendre à d'autres pays, soit en leur faisant signer des clauses dans des traités commerciaux, soit en les mettant simplement sous pression. L'objectif est de dresser une sorte de « rideau de fer économique » autour du pays.

La stratégie militaire des Etats-Unis

La stratégie militaire contre la Chine suit deux pistes: la course aux armements et la prise en tenaille du pays. La course aux armements bat son plein. Les Etats-Unis dépensent annuellement 650 milliards de dollars en armement, soit plus d'un tiers du total mondial. C'est 2,6 fois plus que la Chine, et par habitant c'est même 11 fois plus. Ils dépensent aussi cinq fois plus que la Chine en recherche militaire.

Le Pentagone travaille fiévreusement à une nouvelle génération d'armes ultra sophistiquées, drones et toutes sortes de robots avec lesquels l'ennemi ne sera pas de force à se mesurer. Une guerre préventive fait d'ailleurs partie des possibilités.

La deuxième piste est l'encerclement militaire. Pour son commerce extérieur, la Chine dépend à 90% du transport maritime. Plus de 80% du pétrole doit passer par le Détroit de Malacca (près de Singapour), où les USA ont une base militaire. Washington peut facilement fermer le robinet à pétrole sans que la Chine ne puisse actuellement se défendre. (Figures 3a et b)

Tout autour de la Chine, les Etats-Unis ont plus de 30

bases militaires, points d'appui ou centres d'entraînement (cf. les billes sur la carte). 60% de la flotte totale est stationnée dans la région. Si l'on examine la carte, il n'est pas exagéré de dire que la Chine est encerclée et coincée. Pas la peine de songer à ce qui se passerait si la Chine installait ne serait-ce qu'un seul point d'appui militaire, sans même parler d'une base, dans le voisinage des Etats-Unis.

C'est dans un tel contexte que la militarisation d'îlots en Mer de Chine Méridionale doit être envisagée, de même que le fait de réclamer une grande partie de ce territoire. Le contrôle des routes maritimes le long desquelles son énergie et ses biens industriels sont transportés a une importance vitale pour Pékin.

C'est dans ce même contexte qu'il faut voir la Nouvelle Route de la Soie.

3. La lutte contre la pollution et l'échauffement du climat en Chine et le rôle de la Chine dans cette lutte au niveau mondial

Championne de la dépollution et du verdissement

Depuis la fin des années 80 la Chine est parvenue à une phase de développement qui entraîne énormément de pollution dans l'environnement. En tant « qu'atelier du monde » elle est l'un des plus gros pollueurs de la planète. Aujourd'hui le pays est aussi – avec une avance – le plus grand émetteur de CO₂, même si l'émission par personne est moitié moins importante que celle des Etats-Unis et à peu près équivalente à celle de l'Europe. (*Figures 4a et b*)

Et la Chine n'est responsable que de 13% des émissions cumulées, contre environs de 70% pour les pays industrialisés.

Toutefois, la situation est intenable. Au rythme actuel, entre 1990 et 2050 la Chine aura produit autant de dioxyde de carbone que le monde entier entre le début de la révolution industrielle et 1970, ce qui est catastrophique pour le réchauffement du climat.

Il y a dix ans, la direction chinoise change de cap et la problématique écologique obtient une priorité haute. En 2014 on mène même une « guerre contre la pollution » selon le Premier ministre Li Keqiang. Une batterie de mesures est rédigée, parmi lesquelles une législation environnementale majeure, mais dont l'application n'est pas évidente.

Les résultats ne se font pas attendre. A court terme la Chine devient le numéro 1 dans le secteur des panneaux solaires et de l'énergie éolienne. Actuellement 33 pourcents de l'électricité proviennent d'énergies vertes – aux Etats-Unis c'est moins de 17%. Aujourd'hui la Chine investit quasiment autant dans la technologie verte que tout le reste du monde. Dans un avenir proche, elle veut piéger des millions de tonnes de CO₂ dans le sous-sol.

Le pays est pionnier sur le plan de la transmission sur longues distances de grandes quantités d'énergie (par exemple depuis des champs de panneaux solaires très

éloignés), chose essentielle pour l'approvisionnement des villes en énergies vertes. Selon les données de la NASA les efforts persévérants de la Chine sur le plan de la reforestation ont fourni une contribution importante à la plantation de forêts dans le monde entier, ce qui est essentiel pour garder le contrôle sur les émissions. Mais il n'en demeure pas moins que les entreprises chinoises participent toujours activement à l'exploitation illégale du bois dans le monde.

Le saint protecteur de l'Accord de Paris sur le climat

La Chine est taxée de saint patron de l'Accord de Paris (COP21, 2015, focus: contenir d'ici à 2100 le réchauffement climatique « bien en dessous de 2°C maximum, avec 1,5° comme valeur-cible »). Quand Trump se retire de l'Accord en 2017, Pékin déclare vouloir tout mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de la COP21, de concert avec les autres – notamment l'Union Européenne.

En outre la Chine joue les intermédiaires entre les pays riches industrialisés et les pays en développement, lesquels soulignent que le réchauffement climatique, historiquement, relève principalement de la responsabilité des pays industrialisés, raison pour laquelle ils estiment que les pays riches doivent mettre à la disposition des pays en développement des moyens et de la technologie pour lutter contre le changement climatique.

Grâce aux efforts de la Chine la grande majorité des pays en développement se sont alignés derrière les objectifs de la COP21; des plans climatiques ont été présentés lors de la réunion générale de l'ONU. (United Nations Climate Change Conference)

En Chine même, beaucoup de chemin reste à faire, c'est évident, mais elle va dans la bonne direction. En témoigne cette nouvelle, tombée mi-2017 : la Chine a atteint ses objectifs climatiques deux ans avant la date convenue de 2020.

Elle est également en bonne voie de pouvoir honorer les engagements de l'Accord de Paris sur le Climat : réduire de 65% d'ici 2030 ses émissions de CO₂.

Conclusion

Grâce à la montée du populisme dans des pays de plus en plus nombreux, des figures imprévisibles et irresponsables comme Trump, Bolsonaro ou Johnson ont pris les rênes du pouvoir. Ces types sont aussi des négationnistes du climat.

Cela veut dire que la stabilité et l'habitabilité de cette planète va de plus en plus dépendre de gouvernements solides, stables et avec une vision à long terme comme en Chine au lieu des visions et des pratiques où le bénéfice à court terme domine tout.

Figure 1: Opinion favorable ou défavorable des peuples vis-à-vis de la politique de leur gouvernement

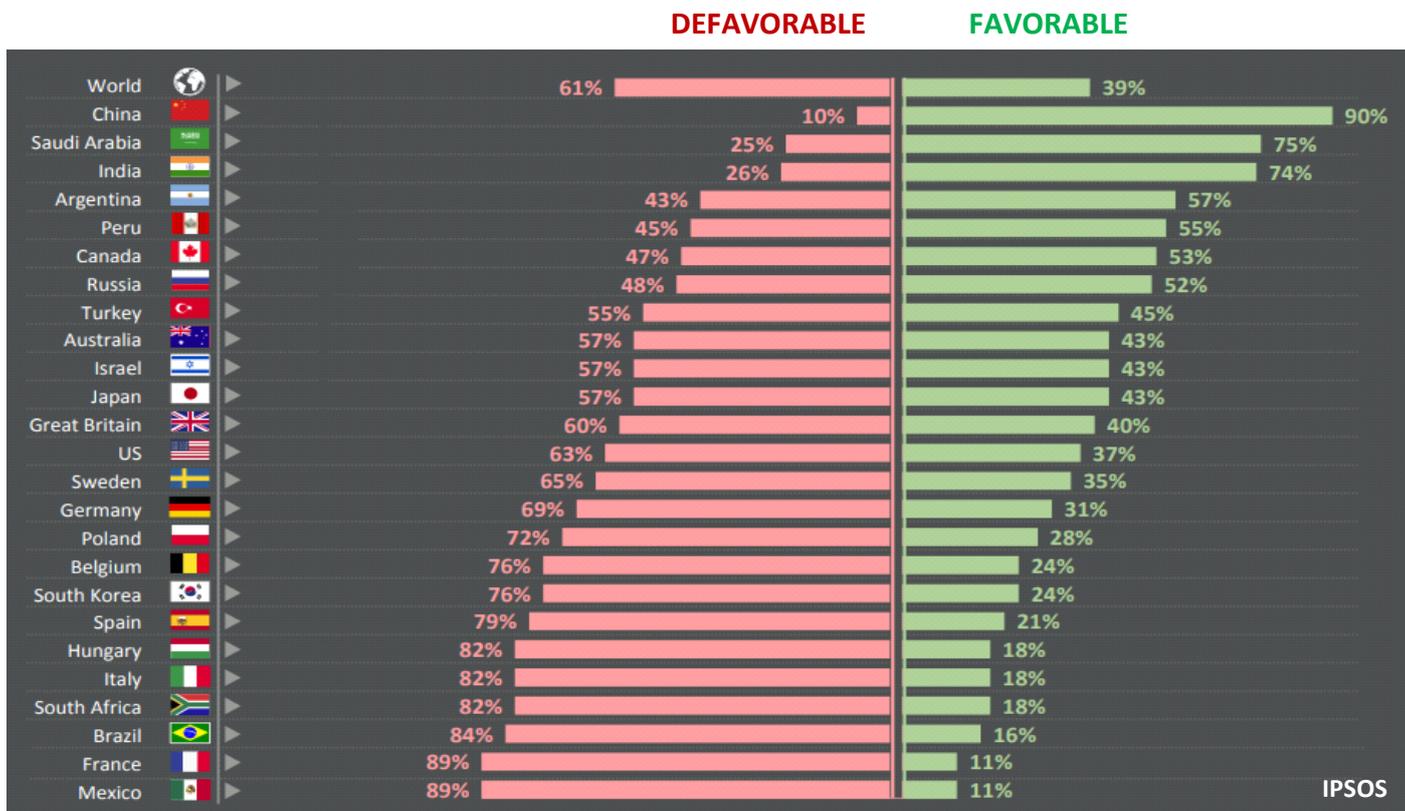


Figure 2: Evolution du PIB de la Chine par rapport à celui des USA.

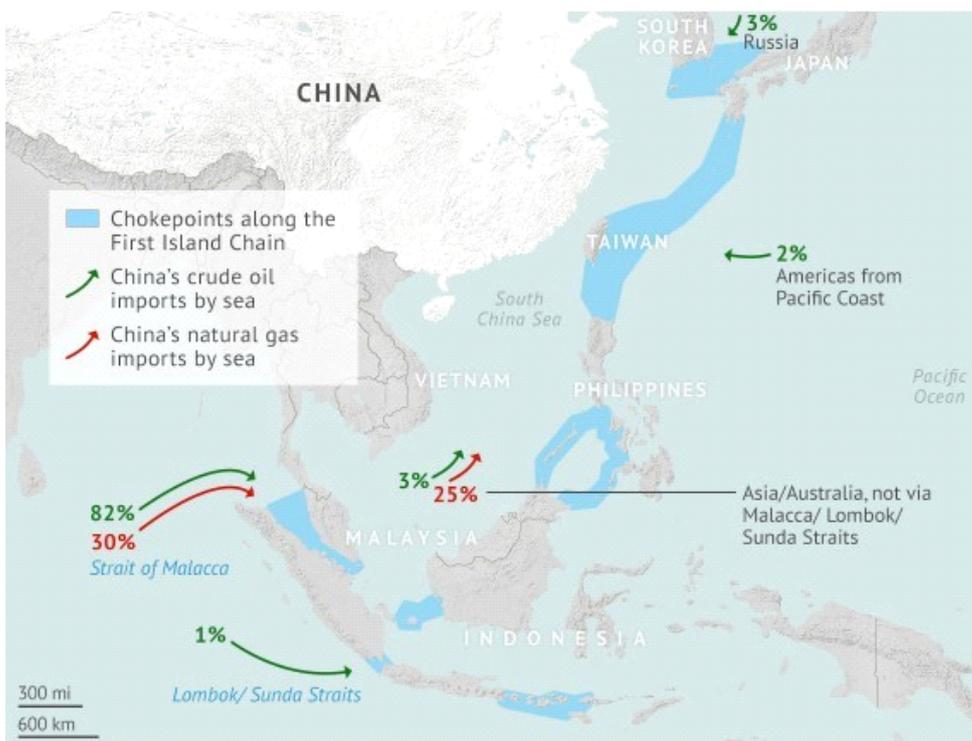
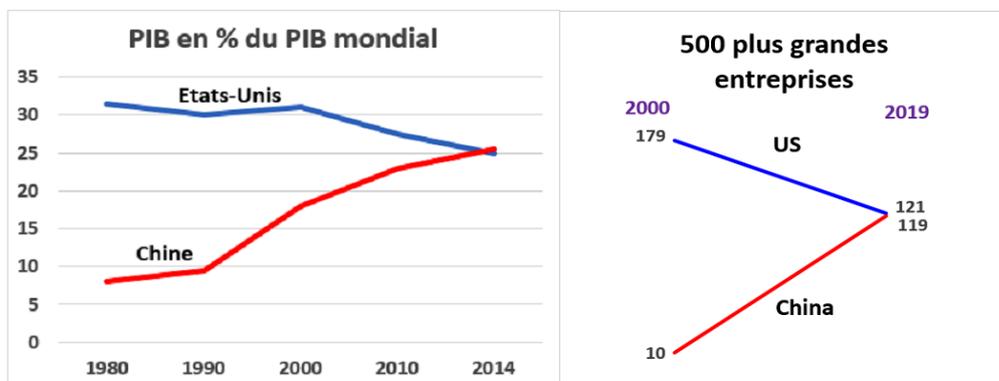
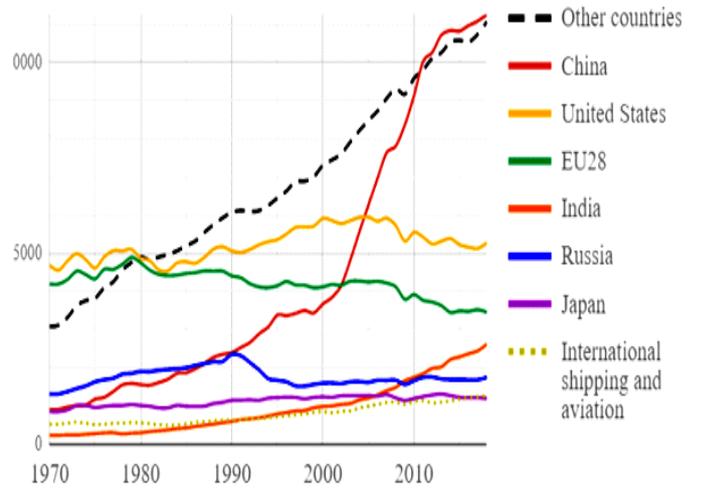
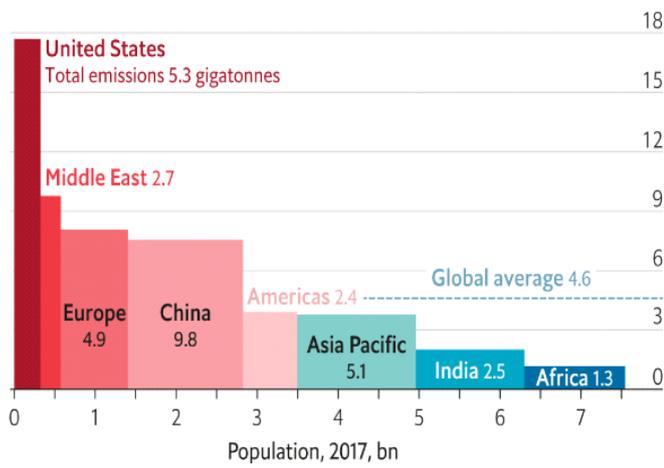


Figure 3a: Les routes d'importation du gaz et du pétrole autour de la Chine
(Source US department of defense, 2015)

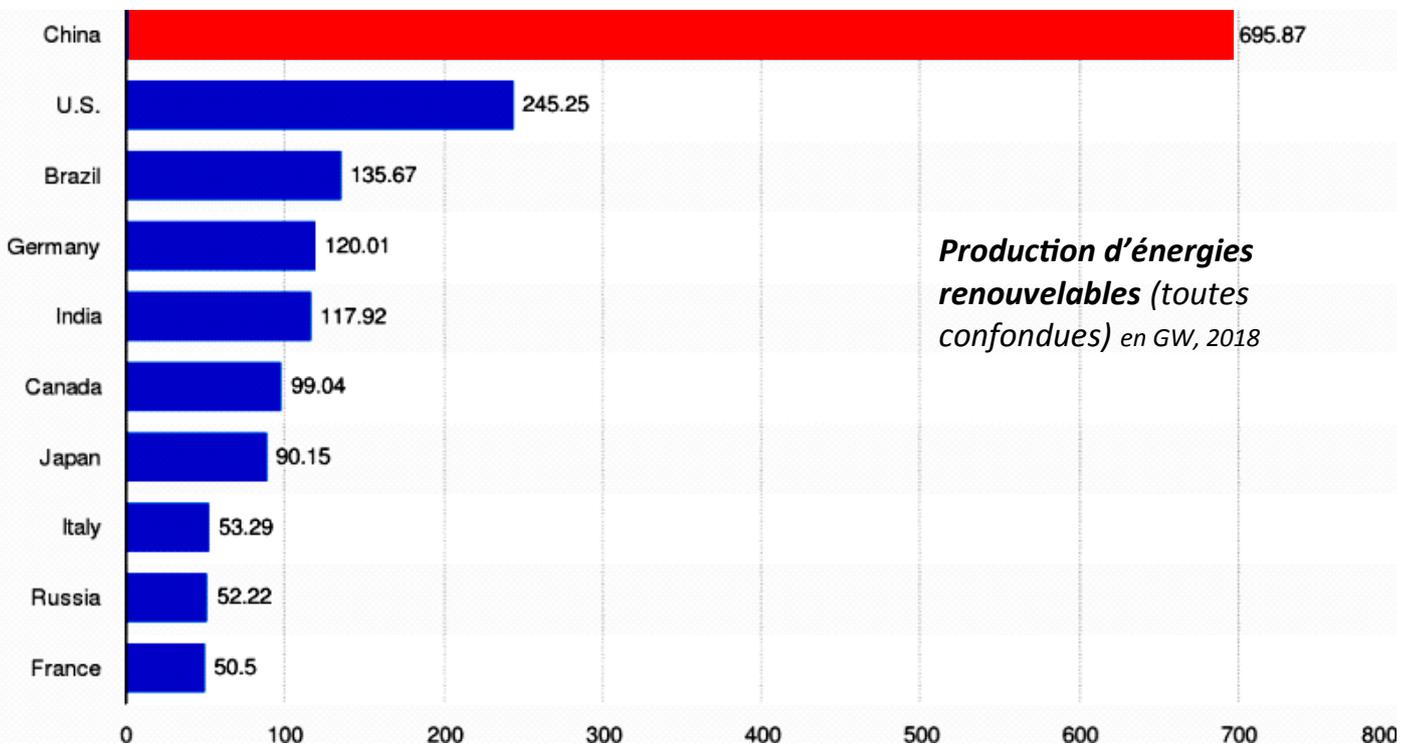
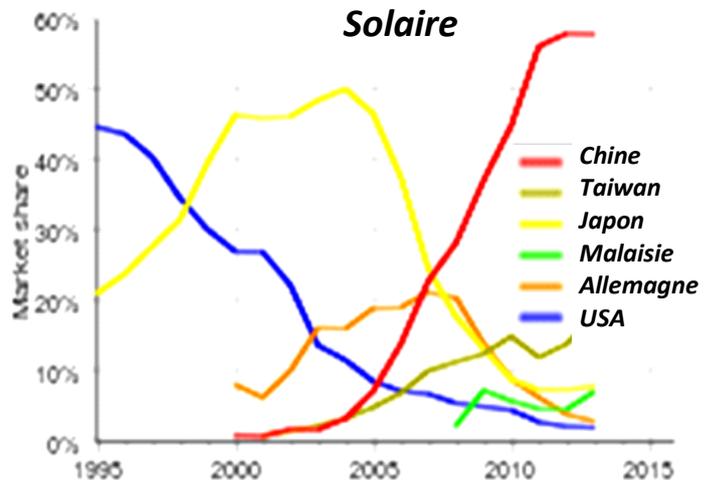
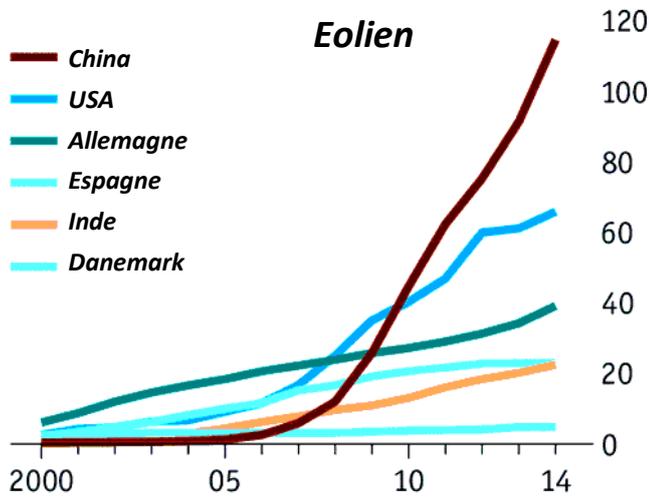
Figures 4a: La production de CO₂ par pays

Les USA sont le plus gros producteur mondial par personnes de CO₂

CO₂ emissions per person, 2017, tonnes



Figures 4b: La production d'énergies renouvelables dans le monde



Production d'énergies renouvelables (toutes confondues) en GW, 2018

CORONAVIRUS EN CHINE: Comment le capitalisme inhumain se réjouit du malheur des autres

(Rassemblement Communiste)



L'épidémie de coronavirus qui a frappé la Chine Populaire a été l'occasion d'une avalanche de racisme antichinois, anti-asiatique et anti-communiste dans les médias des milliardaires de l'Occident capitaliste. Les télévisions, les journaux, les réseaux sociaux ont déversé la haine raciste et anti-communiste à travers des titres comme « alerte jaune », « péril jaune », « inefficacité du parti communiste ». Cette propagande digne de Goebbels a suscité des comportements irresponsables vis à vis des asiatiques dans les rues, dans les métros et même dans les écoles où on a vu des enfants appelés d'autres parce qu'asiatiques de « virus ».

Dans les réseaux sociaux, on a vu fleurir les messages revanchards irrationnels anti-laïcs de fanatiques islamistes prétendants que c'est « dieu qui a puni les chinois bouddhistes parce qu'ils maltraitent les Ouïghours musulmans », puis grand silence quand l'épidémie a commencé à frapper les monarchies islamiques des pétrodollars. D'autres messages tout aussi revanchards irrationnels d'intégristes chrétiens ont invoqué « la punition divine de la Chine communiste ».

Ces prétendus croyants non seulement ne respectent pas leurs propres religions qui parlent de « jugement divin » après la mort, mais sont manipulés par l'impérialisme dont la stratégie hégémonique prédatrice est de combiner l'anticommunisme à la « guerre des religions, de civilisations » pour pérenniser son système exploiteur de l'humain et destructeur de la nature dans sa quête aveugle du profit maximum.

Si on suit leurs délires antiscientifiques, selon ces idiots utiles fanatisés de l'impérialisme occidental les Amérindiens génocidés, les Africains esclavagisés, colonisés et néo-colonisés et les Asiatiques colonisés seraient victimes sur terre de la « punition divine en raison d'on ne sait quels pêchés ». L'aliénation coloniale reproduit ici la théorie fondatrice de l'impérialisme Yankee et de l'Etat colonialiste sioniste d'Israël: l'existence de soit disant « peuples élus » et des peuples « élus » pour être dominés.

Et même quand pour lutter contre la propagation de l'épidémie, donc protéger les populations chinoises et celles de tous les pays et continents dans cette « économie libérale mondialisée », la Chine Populaire a construit en un temps record des hôpitaux dédiés, a mis en quarantaine ville et région entière, l'hystérie médiatique s'est mise à stigmatiser la « dictature du Parti Communiste ».

Les paroles racistes et anti-communistes médiatisées ont commencé à se prendre les pieds dans le tapis dès que

l'épidémie a commencé, malgré les efforts de la Chine Populaire, à toucher les pays capitalistes – impérialistes eux-mêmes.

La panique s'installe et ce qui était vilipendé comme « incompetence » ou « dictature » s'impose à tous pour contrôler et stopper la maladie. On voit maintenant partout être imité le « modèle » chinois de confinement et de prise en charge de l'épidémie de Covid-19.

L'heure n'est plus à la barbarie médiatique qui consiste à se « réjouir » du malheur des autres. La « dictature » pour contenir et soigner apparaît maintenant nécessaire. C'est ce que confirme l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) dont le directeur général déclare que les « Chinois ont fait le plus dur dans la lutte contre le coronavirus-COVID-19, le sommet de l'épidémie est passé en Chine, le virus peut être contenu ».

Non seulement nous devons féliciter et remercier la Chine Populaire et le Parti Communiste Chinois pour son sens des responsabilités, son efficacité, mais il faut prendre toute la mesure de l'importance donnée par la Chine Populaire sous direction du Parti Communiste à l'humain d'abord face à l'épidémie.

En effet, le capitalisme privilégie avant tout le profit d'abord. C'est le cas des scandales de la canicule qui a fait en France 15000 morts, du Médiateur, du sang contaminé, la vache folle, le VIH, Ebola, etc.

Les économies budgétaires sur la santé, l'école, l'emploi dictées par l'impérialisme Occidental, les USA, l'Union Européenne, les monarchies des pétrodollars et les politiques libérales qui privatisent et marchandisent les services publics doivent être stoppées.

Le « petit » pays socialiste qu'est Cuba comme toujours mobilise ses laboratoires de recherche de pointe pour apporter son appui à la lutte contre le Covid-19. C'est un médicament d'origine cubaine qui est utilisé pour combattre le coronavirus en renforçant le système immunitaire des malades : l'interféron Alfa 2B, un médicament antiviral développé par Cuba socialiste et déjà utilisé pour des infections virales provoquées notamment par le VIH, le papillomavirus ou encore dans certains cas de cancers et d'hépatites.

L'exemple chinois et l'extraordinaire performance médicale de Cuba socialiste montrent le chemin pour la classe ouvrière, les classes populaires et les peuples pour libérer le genre humain de la loi d'airain du profit maximum, protéger et soigner les maladies.

Voilà pourquoi le Communisme est l'avenir inévitable de l'humanité.

L'ambassadeur de Chine en France met les points sur les « i » contre le racisme et l'anticommunisme

Lu Shaye, ambassadeur en France. *Source: Legrandsoir*

« Ces derniers temps, l'Organisation Mondiale de la Santé, de nombreux Gouvernements ainsi que de nombreux experts étrangers ont largement salué et soutenu les efforts du Gouvernement et du peuple chinois dans leur lutte contre l'épidémie de Covid-19, dit l'Ambassadeur dans une déclaration du 14/02/2020.

Mais par ailleurs, nous avons également découvert des accusations gratuites et malveillantes. Certains se sont délectés avec un malin plaisir des insuffisances et des erreurs commises par les Autorités chinoises au début de l'épidémie, les imputant au « *caractère totalitaire du régime chinois* ». Très franchement, qui au monde, pourrait faire face à une épidémie d'une telle soudaineté et prétendre en venir à bout dans la décontraction ? Dans leur gestion de l'ouragan Katrina de 2005 et de l'épidémie de Grippe A de 2009, les Autorités américaines ont dû faire face à d'innombrables problèmes. Pourtant, personne n'a alors songé à les imputer à leur régime politique ou au Capitalisme.

D'autres blâment « *l'absence totale et délibérée de transparence du Gouvernement chinois dans sa communication sur l'épidémie* » alors que c'est exactement le contraire. La cellule de coordination interministérielle de notre Gouvernement tient des points de presse quotidiens et rapporte au peuple chinois comme à la communauté internationale, avec la plus grande transparence et la plus grande rigueur, les chiffres et l'évolution en temps réel de l'épidémie. Ces données portent sur tous les types de cas : infections confirmées, cas suspects, cas graves, guérisons, décès et personnes placées en quarantaine. Si on considère que tout cela est de la « *réétention d'information* », quid de l'attitude de l'administration américaine qui a attendu trois ans après la fin de l'épidémie de Grippe A pour reconnaître avoir sous-estimé sa gravité, et qui s'en est sortie par une pirouette en invoquant un « *problème de statistique* » ?

Lorsque le Gouvernement chinois enquête sur les défaillances de certains fonctionnaires, certains l'accusent encore de rechercher des « *boucs-émissaires* ». Oui, des enquêtes ont été diligentées dans plusieurs provinces chinoises sur les manquements de certains responsables dans la lutte contre le virus. Certains sont poursuivis et d'autres déjà révoqués. C'est l'illustration de la forte capacité du système

socialiste chinois à corriger ses erreurs. Des forêts en Australie en 2019, qui donc, parmi les hommes politiques ou les responsables de ces pays, a été poursuivi ou limogé ? Rien de tout cela n'a troublé les vacances du président américain, ni celles du premier ministre australien.

Certains reprochent au Gouvernement chinois de « *renforcer la censure* ». Selon eux, la fermeture -dans le respect du droit- de comptes Wechat diffusant des rumeurs, revient à signer « *l'arrêt de mort sociale* » de leurs propriétaires. Je rappelle que sur Facebook, rien que sur les trois derniers trimestres de l'année dernière, 5,4 milliards de comptes ont été supprimés pour diffusion de rumeurs. Est-ce que cela signifie que Facebook a prononcé 5,4 milliards d'arrêts de mort ? Pourquoi le même phénomène est-il qualifié en Occident de « *lutte contre les fake news* » et d'« *écrasement de la liberté d'expression* » quand il se produit en Chine ?

La logique à l'œuvre, derrière ces absurdités, est en fait très simple : c'est le fameux « *deux poids deux mesures* » qui permet d'interdire aux Chinois ce que s'autorisent les Occidentaux. Certains problèmes, de nature technique en Occident, deviennent politiques dès qu'ils concernent la Chine. Rien d'étonnant à cela. Au fond, c'est l'« *égocentrisme occidental* » qui s'exprime. La Chine a mis quelques décennies pour accomplir le parcours de développement réalisé par l'Occident en quelques siècles. Sa classe moyenne est aujourd'hui plus nombreuse que l'ensemble de la population américaine. Certains ont du mal à accepter le fait qu'un pays appauvri et affaibli en un siècle ait pu émerger, sans emprunter le modèle occidental. Ça les dérange et ils ne le digèrent pas. Par conséquent, dès que la Chine fait face à des difficultés, on les voit bondir et s'ingénier à l'accabler davantage à coups de discours méphitiques. On a vu fleurir dans les médias des titres comme : « *China Is the Real Sick Man of Asia* », « *Coronavirus Made in China* », « *Alerte jaune* » et « *Péril jaune* », tous faisant l'amalgame entre l'épidémie, la Chine, le peuple chinois, voire la communauté asiatique toute entière. Si des Occidentaux étaient victimes de ce type de discours humiliant, ils les jugeraient contraires au droit et à la morale. S'ils visaient des Africains ou des Arabes, ils seraient considérés comme politiquement

incorrects. Mais s'ils visent des Chinois, alors, c'est la « *liberté d'expression* ».

Chez certains médias, la critique-réflexe de tout ce qui est chinois confine à la paranoïa. Ces soi-disant sinologues, plongés dans leurs études de la Chine depuis des dizaines d'années sans finalement n'y rien comprendre, sont pathétiques. Ils ne s'intéressent qu'aux "problèmes" du pays, espérant y trouver les moindres prémices du fiasco chinois, au lieu d'essayer de réfléchir aux ressorts de son émergence rapide. Ainsi, ils continuent d'aller d'erreur en erreur. Ils s'attendent sans doute à ce que cette grande épidémie provoque l'effondrement de la Chine socialiste dirigée par le PCC. En se voilant la face, ces gens-là trompent leurs opinions publiques avec des fariboles auxquelles eux-mêmes ne croient pas, le tout au préjudice des nations et des peuples. Inutile de dire combien le Gouvernement et le parti communiste chinois sont vigilants face à la survenue de cette épidémie. Ils y ont réagi avec tout le sérieux qui s'imposait. Dans une éthique de responsabilité, tant vis-à-vis des Chinois que de la communauté internationale, les mesures de prévention et de contrôle les plus complètes et les plus strictes ont été prises, dont beaucoup bien plus draconiennes que les exigences du Règlement sanitaire international (RSI) et des recommandations de l'OMS. En décidant des mesures de contrôle strictes à Wuhan, ville de plus de 10 millions d'habitants et au Hubei, province de 59 millions d'habitants, nous avons consenti à d'énormes sacrifices. Certains disent que ces mesures « *violent les droits de l'Homme* ». Mais, pardon de vous le rappeler ! C'est vous qui bénéficiez des bienfaits de ces mesures ! Selon les chiffres de l'OMS, jusqu'au 10 février, on ne comptait que 319 cas confirmés et 1 seul décès hors de Chine. Alors qu'en 2009, après le déclenchement de l'épidémie de Grippe A aux États-Unis, le Gouvernement américain n'avait adopté aucune mesure stricte de contrôle et de prévention pendant 6 mois, de sorte que l'épidémie s'est propagée dans 214 pays et régions, infectant plus de 1,6 millions de personnes et causant plus de 280 000 morts. Sans l'immense sacrifice consenti par le peuple chinois, le tableau épidémiologique mondial serait bien différent. Nous n'attendons pas des médias occidentaux qu'ils nous encensent, mais simplement qu'ils nous traitent en égal et sans parti pris. »



**NOTRE ETAT
EST UN ETAT DE DICTATURE
DEMOCRATIQUE DU PEUPLE !**
Mao Zedong

